

# correspondance de presse internationale

# INPRECOR

## WILSON RESTE DANS L'IMPASSE



GRANDE BRETAGNE : Wilson reste dans l'impasse, John Ross ° PORTUGAL : Un deuxième échec, A. Udry ° PETRODOLLARS : L'émergence d'un nouveau capital financier arabe et iranien, Ernest Mandel ° CHINE : Derrière la campagne Pi-Lin, Pi-Kung ° La nouvelle campagne de dazibaos ° INDOCHINE : A la veille d'une nouvelle saison sèche, Pierre Rousset ° POLOGNE : Giez face aux travailleurs, O. Klarnat ° BOLIVIE : Déclaration des mineurs ° CHILI : Interview d'un marxiste-révolutionnaire ° FRANCE : PSU divisé

# LA MORT DE MIGUEL ENRIQUEZ

Nous reproduisons ci-dessous le communiqué publié à Paris, le 7 octobre 1974, par Edgardo Enriquez, membre de la Commission Politique du MIR chilien, à l'annonce de l'assassinat, par les sbires de Pinochet, de Miguel Enriquez, secrétaire général de cette organisation.

Le prochain numéro d'INPRECOR abordera de façon approfondie la situation actuelle au Chili après un an de dictature militaire et de répression féroce. Nous saluons ici, trop brièvement, la mémoire du révolutionnaire

intransigeant qu'était Miguel Enriquez et nous continuerons de développer notre solidarité totale avec les militants et travailleurs chiliens frappés par la répression.

INPRECOR



La classe ouvrière, les opprimés du Chili et les militants du MIR sont en deuil en même temps qu'ils ont gagné un étendard de ralliement contre la dictature. Le Secrétaire Général du MIR, le camarade Miguel Enriquez, est tombé en combattant courageusement après avoir résisté le fusil à la main, pendant plus de deux heures à l'assaut de ses ennemis.

A son côté se trouvait sa camarade Carmen Castillo, enceinte de sept mois, qui a été blessée et arrêtée par la dictature. Avec la mort de Miguel Enriquez, la classe ouvrière chilienne perd le plus valeureux et infatigable organisateur de la résistance contre la dictature.

Le MIR perd son Secrétaire Général, son fondateur et chef incontestable. Mais Miguel Enriquez a laissé derrière lui un exemple de lutte et un parti qui lui survivent et qui seront le cauchemard de Pinochet et de ses sbires. L'oeuvre du Secrétaire Général ne s'arrête pas avec sa mort. Le MIR ressort de cette épreuve difficile renforcé et trempé, déterminé à ne pas reculer d'un pas dans la lutte contre la dictature.

Un autre membre de la Commission Politique du MIR s'est emparé du fusil du Secrétaire Général et a pris la direction du Parti. Le Parti de Miguel Enriquez dispose d'hommes qui sauront lui succéder et être fidèles à son exemple et à sa mémoire. La mort héroïque de Miguel Enriquez amplifie encore l'oeuvre de cet homme qui avait à peine 30 ans au moment de sa mort.

Médecin, père de deux enfants, il était le symbole de la résistance chilienne. Aujourd'hui son nom et son exemple sont les drapeaux de ceux qui ont pris sa place. Son image revivra dans les combats de la résistance, renforcera les rangs du MIR, aidera les torturés à garder le silence et inspirera la grande lutte des ouvriers et des paysans du Chili.

Depuis le coup d'Etat jusqu'à sa mort, Miguel Enriquez est resté au Chili à la tête de son Parti. Le jour du coup d'Etat militaire il participa personnellement à des affrontements armés avec les gorilles. Plus tard, il dirigea en première personne la réorganisation clandestine du Parti et lutta sans trêve pour l'unité de la gauche chilienne.

Miguel et la Commission Politique croyaient et croient encore que la direction du Parti devait être au Chili. Le MIR saura appliquer de façon intransigeante les conceptions du Secrétaire Général tombé et sera conséquent avec son héritage combatif et unitaire.

Miguel Enriquez est tombé comme un révolutionnaire conséquent, utilisant son fusil-mitrailleur contre les gorilles. Il ne connaissait pas et ne pardonnait pas la faiblesse. Personne n'a le droit de le pleurer.

Son nom est inscrit désormais à côté de celui du Che et des autres révolutionnaires latino-américains qui sont tombés en luttant pour la cause des déshérités, pour la révolution ouvrière et paysanne.

Nous appelons toutes les forces progressistes et révolutionnaires du monde à organiser une large campagne de solidarité avec sa camarade, pour empêcher que Pinochet et ses sbires l'assassinent ou la torturent.

GLOIRE ET HONNEUR A MIGUEL ENRIQUEZ,  
LE SECRETAIRE GENERAL TOMBE !

FAISONS DU NOM DE MIGUEL ENRIQUEZ LE  
DRAPEAU DES OPPRIMES !

LE MIR NE SE REND PAS !

UN AUTRE CAMARADE A PRIS LE FUSIL DU  
SECRETAIRE GENERAL TOMBE !

LA RESISTANCE POPULAIRE VAINCRA !

VIVE LA REVOLUTION OUVRIERE ET PAYSANNE  
CHILIENNE !

Edgardo Enriquez, membre de la Commission  
Politique du MIR - Paris 7 octobre 1974

VU LES AUGMENTATIONS DES PRIX D'IMPRESSION ET D'ENVOI QUI NOUS SONT IMPOSEES PAR LA CRISE CAPITALISTE INTERNATIONALE, INPRECOR SE VOIT OBLIGE D'AUGMENTER LE PRIX DE SES ABONNEMENTS. A PARTIR DU N° 7 (5 SEPTEMBRE 1974) CES PRIX SONT LES SUIVANTS :  
UNE ANNEE, 25 NUMEROS : FF 50, FB 400, FS 35

INPRECOR 12/14 rue de la Buanderie-Bruxelles 1000

Correspondance de presse internationale

Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale

Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS : 1 an - 25 exemplaires : FF50; FS35; FB400. \$canadien 10.

Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les envois par avion prendre contact avec la rédaction.

Pour tout réglemant (sauf pour la France) : Gisela Scholtz - Société Générale de Banque Agence Dailly 1030 - Bruxelles, Compte Courant N°210-0320173-28

POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri, et les faire parvenir à l'adresse suivante : S. I. E., 10 Impasse Guéménée, 75004 - PARIS

# WILSON RESTE DANS L'IMPASSE

Au premier coup d'oeil, les récentes élections en Grande-Bretagne semblaient avoir un caractère extraordinaire. Ce pays, comme tous les commentateurs, bourgeois ou marxistes, s'accordent à le dire, traverse peut-être, après l'Italie, la pire crise économique et sociale d'Europe occidentale. Il s'agit également d'un pays où le dernier gouvernement a été renversé par une action extra-parlementaire de la classe ouvrière, dirigée par les mineurs.

L'absence d'enthousiasme de cette campagne se reflète dans un taux d'abstention qui choqua même les dirigeants du parti travailliste vainqueur. Ces résultats de vote indiquent un tournant d'un peu plus de 3% en faveur des travaillistes dans les circonscriptions ouvrières. Mais le taux d'abstention a augmenté de façon significative, de 6 à 7%. Ce qui est encore plus significatif, c'est que ce taux d'abstention est concentré dans les régions ouvrières. Dans certaines des principales circonscriptions ouvrières le taux d'abstention fut de plus de 12 à 15% plus élevé qu'en février dernier ! Les votes effectués le soir du 10 octobre furent les plus bas depuis des années, ce qui reflète l'abstentionnisme élevé parmi les travailleurs qui votent généralement après le travail. On révéla d'ailleurs, après les élections, qu'un sondage effectué sur la base du nombre de votes effectués avant 20 h 15 et escomptant que les votes du soir ( en grande majorité travaillistes ) atteindraient leur niveau habituel, prévoyait que les travaillistes remporteraient les élections avec une avance de 100 sièges !

Mais malgré cela la préparation des élections du 10 octobre fut la moins agitée de ces dernières années. Cependant il serait erroné de se laisser prendre par cette apparente somnolence. Des forces sociales immenses se sont affrontées dans la crise de l'hiver dernier en Grande Bretagne. Elles n'ont pas cessé d'opérer. La tranquillité apparente de la campagne électorale n'est pas due à une absence de tensions sociales latentes, mais au contraire à un trop-plein. La situation actuelle est similaire à un match de catch au cours duquel les deux combattants bandent tous leurs muscles, leurs coeurs battent et leurs veines se gonflent, mais pendant un moment les combattants s'opposent l'un à l'autre en étant incapables de faire un mouvement. Dès qu'un mouvement est fait l'équilibre apparent est brutalement rompu.

Ce que les élections du 10 octobre ont montré, c'est que même quand la bourgeoisie connaît un désarroi et une crise sévères, le parti travailliste ne peut pas gagner de façon décisive des élections en avançant un programme droitier qui ne réussit pas à galvaniser -- ou même à intéresser -- la classe ouvrière. L'étroitesse de la victoire électorale reflète juste-

ment cette combinaison entre l'incapacité de la classe dominante à organiser ses propres forces et le fait que la direction de la classe ouvrière ne présente aucune orientation claire qui, même de façon déformée, puisse offrir une perspective à la montée des luttes ouvrières.

## Les lendemains de la crise de l'hiver

Quand Heath organisa des élections en février dernier, il pensait, ainsi que la classe dominante, qu'il prenait une décision importante concernant le développement de la lutte en Grande Bretagne. Mais la réalité était différente. Face à la grève des mineurs, la bourgeoisie n'avait que trois choix tactiques -- et aucun choix stratégique. Le premier choix pour la bourgeoisie aurait été d'accorder aux mineurs leurs revendications salariales. Mais si la classe ouvrière avançait sur la même lancée que les mineurs, cela aurait simplement ouvert une brèche dans la politique des revenus dans laquelle le reste des syndicats se seraient engouffrés.

Le deuxième choix aurait été d'essayer de briser la grève des mineurs par la répression. Etant donné le rapport de forces entre les classes, cela aurait, au mieux, échoué et, au pire, provoqué une grève générale.

Le troisième choix, celui fait par Heath, était de tenter d'utiliser la force politique de la bourgeoisie pour faire échec aux bureaucrates syndicaux. Les conservateurs firent certainement échec aux bureaucrates syndicaux, mais les masses obligèrent les syndicats des mineurs à organiser une grève. Quand cette grève fut déclenchée et que le deuxième choix dont nous avons parlé fut éliminé, le bluff de Heath se dégonfla.

Le sens réel des élections, malgré la bataille de titres dans la presse au sujet des "choix", était donc très clair. Les élections ne devaient pas du tout décider des choix fondamentaux, car Heath et la classe dominante avaient déjà été battus avant l'organisation des élections.

En réalité l'organisation des élections représentaient objectivement la reconnaissance de la défaite immédiate et l'espoir de gagner quelque répit avant l'explosion de luttes encore plus décisives. Même Heath dut admettre ouvertement qu'il céderait face aux mineurs et qu'après cela il serait inévitable que le reste de la classe ouvrière essaie de s'engouffrer dans la brèche ouverte par le NUM ( National Union of Miners -- Syndicat National des Mineurs). Evidemment



la lutte des infirmières a duré tout l'été...

Heath aurait pu gagner une petite majorité dans ces élections, et cela aurait été sans doute utile à la bourgeoisie, mais le principal facteur était que tout gouvernement sortant des élections dans cette situation -- indépendamment de sa coloration politique -- aurait été un gouvernement faible.

Du point de vue subjectif de la bourgeoisie, il ne fait aucun doute qu'elle choisit les élections parce qu'elle craignait que le choix de la répression ne donne lieu à des développements encore plus dangereux: un défi ouvert à l'autorité et au pouvoir de l'Etat bourgeois lui-même. Ce calcul de la bourgeoisie était presque certainement correct. Cependant, comme toujours, ce n'est pas ce que la bourgeoisie aimerait faire qui est important, mais ce qu'elle peut faire. La bourgeoisie a réussi à éviter une variante du type Mai français, c'est-à-dire une confrontation explosive et soudaine; mais, étant donné les rapports de forces elle ne pouvait éviter une variante "française" qu'au prix d'une variante "italienne" -- c'est-à-dire une montée ouvrière plus étendue dans le temps, mais tout aussi profonde. Au lieu de voir les institutions minées par une courte et brutale confrontation, la bourgeoisie les verra minées par une longue suite de luttes s'amplifiant régulièrement. La différence est sans aucun doute importante tactiquement, mais on ne peut certainement pas dire que la bourgeoisie va choisir, ou voir se développer avec satisfaction, l'une ou l'autre. Aujourd'hui les réels protagonistes de la situation en Grande-Bretagne ne se trouvent pas parmi la classe dominante mais dans la crise économique et la montée des luttes ouvrières. Dans une seule région, l'Irlande du Nord, on peut dire que les forces qui se rangent du côté de la bourgeoisie ont fait un important pas en avant. En Grande-Bretagne, ce que la bourgeoisie peut obtenir de mieux est la feuille de vigne effilochée du contrat social (voir INPRECOR N° 1).

### L'évolution de la situation

Les conséquences de l'issue de la crise de l'hiver dernier ont continué à se développer jusqu'à maintenant. Wilson a essayé d'appliquer la politique du Contrat Social, mais il est clair que celle-ci se désintègre lentement -- à commencer par les secteurs où l'emprise de la bureaucratie est plus faible. Presqu'immédiatement après les élections de février une violente bataille éclata au sujet de la politique travailliste envers le Chili. Cette bataille fut suivie par des grè-

ves des infirmières et des travailleurs de la santé publique qui se sont prolongées durant tout l'été. Au cours de l'été également une série importante de luttes anti-fascistes a commencé, amenant à 4 manifestations nationales. Avec le début de l'automne, des secteurs des "gros bataillons" de la classe ouvrière commencent à entrer en lutte, avec, au cours des dernières semaines, une importante série de grèves dans l'industrie automobile et un mécontentement croissant au sujet des accords négociés par la bureaucratie du syndicat des mineurs. L'acceptation par le TUC (Trade Union Congress -- Confédération Syndicale) du contrat social apparaît de plus en plus pour l'accord de papier dont il s'agit réellement. De plus, pas un seul syndicat n'a adopté de revendications salariales qui s'inscrivent dans les limites du contrat social. Une grande série de luttes ouvrières sont potentiellement à l'ordre du jour pour l'hiver et le printemps prochains -- bien que, sans aucun doute, la bureaucratie luttera durement pour les empêcher. Ce qui est encore plus important, c'est que le chômage est en train de commencer à prendre une ampleur que la classe ouvrière ne peut pas accepter passivement et, déjà, une série d'occupations d'usines ont commencé.

Comme aucun gouvernement ne peut faire quoi que ce soit pour éviter la crise qui s'annonce, il est tout à fait clair que le nouveau gouvernement travailliste s'engagera dans de durs affrontements avec la classe ouvrière au cours de l'hiver et du printemps prochains.

Mais si les travaillistes ne sont pas capables de donner satisfaction à la classe ouvrière, il est tout aussi évident qu'il ne peut pas satisfaire non plus les exigences de la classe dominante. Aucune section significative de la bourgeoisie n'a la moindre foi dans la capacité du contrat social de maintenir la classe ouvrière sous contrôle. C'est pourquoi on a assisté à un net durcissement des positions au sein de la classe dominante depuis les élections de février dernier -- par exemple un virage abrupt à droite de la politique de la Confédération Britannique de l'Industrie (Confederation of British Industry -- Syndicat patronal).

Cependant ce tournant de la classe dominante ne se reflète pas totalement sur le terrain électoral. Il est impossible de remporter des élections en Grande-Bretagne sans s'assurer le vote d'une portion significative de la classe ouvrière -- par exemple, avant 1974, les conservateurs n'ont jamais reçu moins d'un

tiers des votes ouvriers. Naturellement, ces votes ne peuvent pas être gagnés -- du moins tant que la classe ouvrière n'est pas battue -- par de violentes attaques contre les syndicats et les organisations ouvrières. Les conservateurs l'ont appris à leurs dépens en février. C'est pourquoi Heath en est revenu à une approche d' "Unité Nationale" moins tapageuse -- qui cependant n'est pas très convaincante, étant donné le passif des conservateurs avec la semaine de trois jours. Evidemment, afin de faire passer le message, Heath fit même appel à un gouvernement de coalition, promettant même éventuellement de démissionner pour le réaliser.

La brèche entre ce que la bourgeoisie considère nécessaire économiquement et ce que son principal parti considère faisable politiquement a entraîné l'énorme désarroi qui a régné au sein de la classe dominante avant les élections. Certains représentants de la bourgeoisie industrielle, par exemple le journal *The Economist*, sont tombés amoureux des Libéraux. Un secteur de la bourgeoisie financière en Ecosse a déserté vers le Parti Nationalité Ecosse. Powell a poursuivi son opération bonapartiste en se présentant aux élections en Irlande du Nord comme candidat des Loyalistes d'Ulster. Plusieurs politiciens conservateurs, qui se préparent à lutter pour la direction du parti au cas où Heath serait renversé, ont commencé une campagne pour qu'il y ait 3 millions de chômeurs et à encourager la formation de milices anti-grèves par les citoyens eux-mêmes. D'autres secteurs de la classe dominante, représentés dans plusieurs journaux importants, semblent avoir abandonné tout espoir de voir un parti de la bourgeoisie remporter les élections et proposent de modifier le système électoral de telle sorte qu'il soit, dans le futur, impossible pour le parti travailliste d'obtenir une majorité au Parlement.

Une chose est sûre, c'est que le nouveau gouvernement issu des élections du 10 octobre ne sera pas assez fort pour satisfaire les besoins de la bourgeoisie. Ce qui est plus fondamental, évidemment, c'est que la classe ouvrière n'est pas battue et a déjà montré sa capacité de détruire des politiques et même des gouvernements qui l'attaquent frontalement.

Mais si la bourgeoisie est en désarroi, la situation n'est guère meilleure au sein du parti travailliste. La présence au gouvernement et la crise de la classe dominante ont temporairement donné un nouveau poids aux tendances de droite au sein du parti. Toutes les forces poussant le parti travailliste vers un tournant à gauche -- le tournant de la bourgeoisie vers un Etat fort et la montée continue des luttes ouvrières -- continuent à opérer mais sont freinées par le poids que la présence au gouvernement donne à la droite et par le fait que la crise de la classe dominante signifie que Wilson peut remporter marginalement des élections, bien que sa ligne politique a réussi, lors des dernières élections, à amener le score le plus faible du Parti Travailliste depuis 1935 et le plus faible pourcentage de vote depuis 1931. Avec la nouvelle victoire électorale des travaillistes il est clair que le tournant à gauche va prendre la forme d'une crise aiguë au sein du parti -- soit l'effondrement du gouvernement devant l'hostilité croissante de la classe dominante et l'indifférence croissante des travailleurs, soit la scission de l'extrême-droite du parti.

C'est cette crise et ce blocage qui existaient dans tous les partis face aux élections qui produisirent, ironiquement, le calme et la somnolence apparents de la période pré-électorale. Les partis de la bourgeoisie se sentaient trop faibles pour lancer une attaque ouver-

te contre la classe ouvrière. Le parti travailliste était sur une ligne trop droitiste pour enthousiasmer les travailleurs en leur présentant le but socialiste à la portée de la main. La gauche révolutionnaire et la droite fasciste étaient trop faibles pour polariser tant soit peu la situation. D'où l'apparente tranquillité de la situation.

Malgré le calme apparent de la campagne électorale les perspectives de la situation sont claires -- et pas du tout calmes. Le gouvernement qui sort des élections sera confronté à de très importantes luttes ouvrières au cours de l'hiver et du printemps. Tactiquement, cependant, du point de vue de la classe ouvrière, il est important que le parti travailliste ait remporté ces élections, car cela renforcera la confiance des masses et accélérera le processus de politisation. L'orientation des révolutionnaires dans la campagne devait être de préparer les luttes qui se développeront après les élections. C'est autour de cette priorité que l'IMG (International Marxist Group -- section britannique de la IVème Internationale) est intervenu dans les élections.

## L'IMG et les élections

Au cours de la campagne électorale l'International Marxist Group a mis en avant quatre thèmes principaux :

- La lutte contre l'inflation, centrée autour de la revendication de l'échelle mobile des salaires; un salaire minimum de £30 (environ 330 FF, 2 700 FB, 250 FS), 1ère étape vers un salaire minimum de £ 40; salaire égal pour les femmes; refus de toute politique capitaliste des revenus; nationalisation des industries pétrolières et alimentaires.
- La lutte contre le chômage : partage du travail sans perte de salaire; réduction de la semaine de travail à 35 heures; occupation des entreprises pour riposter aux licenciements; nationalisation sans compensation, sous contrôle ouvrier, de toutes les entreprises qui licencient; nationalisation immédiate de l'industrie automobile et du bâtiment.
- La lutte pour l'auto-détermination de l'Irlande, retrait immédiat des troupes britanniques d'Irlande, fin de l'internement en Irlande, Libération de tous les prisonniers politiques irlandais, auto-détermination pour l'Irlande, solidarité avec l'IRA.
- Contre le développement de l'Etat fort, organisation de l'auto-défense ouvrière, en particulier de piquets; suppression des brigades spéciales de la police; fin de toutes les manoeuvres communes de la police et de l'armée; introduction de tous les droits politiques et syndicaux au sein de l'armée; pas de plateforme pour les fascistes.

En plus de ces thèmes centraux, nous avons également pu, au cours de la période pré-électorale, développer un travail significatif sur la question de la libération de la femme, sur le Chili et les luttes dans la santé publique. Nous avons tenté également de développer une campagne contre le Marché Commun.

En outre, l'IMG a mis en avant trois mots d'ordre propagandistes qui résument l'orientation générale de l'organisation dans la période actuelle.

- Pour un plan des syndicats de nationalisation de l'économie sous contrôle ouvrier, ce qui est l'extension logique de toutes les revendications concernant les occupations d'usines et les nationalisations.
- Pour un gouvernement responsable devant les organisations de la classe ouvrière et non pas devant le Parlement. Cette revendication revêt une importance

particulière avec la victoire électorale des travaillistes. La tension entre le gouvernement et les membres -- principalement syndicalistes -- du parti travailliste sera énorme, malgré le fait que la période de montée des luttes, qui peut voir naître des nouvelles formes d'organisation de la classe ouvrière, se développera bien avant qu'un parti ouvrier crédible offrant une alternative au parti travailliste n'apparaisse.

Dans ces conditions où aucun parti gouvernemental alternatif n'existe pour la masse des travailleurs, l'orientation essentielle que les révolutionnaires doivent présenter à la classe ouvrière doit être de lutter pour un gouvernement -- quelque soit sa composition politique formelle -- qui soit responsable devant les organisations qui surgiront des luttes de masse et non pas un gouvernement responsable devant le Parlement.

Ceci nous offre une excellente opportunité pour expliquer à l'avant-garde ouvrière la nature du Parlement et le type d'alternative qu'il faut mettre en avant. Cet élément revêt un caractère particulier en Ecosse où les conditions concrètes nous permettent de mettre en avant le mot d'ordre Pour une Assemblée Ouvrière en Ecosse, en opposition au projet de la bourgeoisie de mettre en place une pseudo-assemblée de type parlementaire. Naturellement nous expliquons qu'une telle assemblée ouvrière aurait une large majorité travailliste, mais il s'agirait d'un organe avec lequel la classe ouvrière aurait des rapports qualitativement différents de ceux qu'elle peut avoir avec un Parlement. Si un tel mot d'ordre reste essentiellement propagandiste, il offre néanmoins une orientation qu'il est possible d'illustrer concrètement par des initiatives comme des conférences visant à organiser des luttes contre les fermetures d'industries-clé en Ecosse, et autour du thème du contrôle ouvrier sur, et de la nationalisation du pétrole de la mer du Nord et des industries pétrolières -- ce qui est un problème brûlant en Ecosse.

- Pour une Grève générale pour obtenir les revendications fondamentales des travailleurs sur la question de l'inflation et du chômage. Cela se concrétisera par la demande d'une grève générale autour de revendications comme l'échelle mobile en opposition à la politique des revenus qui sera inévitablement imposée par le nouveau gouvernement travailliste. Cette campagne est accompagnée de la popularisation des comités de grève, des comités d'action, de l'auto-défense ouvrière, etc. L'IMG a donné comme mot d'ordre pour les élections "Votez travailliste mais contre le contrat social", et a appelé à voter pour les candidats révolutionnaires du Workers Revolutionary Party (Parti Révolutionnaire des Travailleurs, l'organisation de G. Healy) là où ceux-ci se présentaient.

## L'avant-garde ouvrière

Dans la période actuelle, la situation des luttes de classe dans laquelle l'IMG intervient est très contradictoire. La combativité des masses est très forte et l'aggravation de la situation économique donnera certainement lieu à une forte montée de lutte. Objectivement, la résistance des travailleurs a continué à empêcher l'application de la stratégie de la classe dominante et commence, maintenant, à faire entrer en crise toutes les institutions bourgeoises. Mais, subjectivement, le processus de politisation est très lent et inégal. Les cadres organisateurs de la classe ouvrière vont mener des luttes très larges dans la période à venir. Ces luttes briseront le contrat social, approfondiront la crise politique et plongeront le pays dans

une situation proche du chaos économique. Mais malgré l'impact politique objectif de leur action, la grande majorité des cadres restent totalement sous l'hégémonie politique et idéologique du parti travailliste même s'ils ne sont plus sous son contrôle organisationnel. La combativité de cette couche demeure un obstacle permanent pour les manœuvres de la classe dominante. Mais la compréhension subjective des effets politiques de leurs actions et les conséquences qu'il faut en tirer, reste très limitée au sein de ces cadres organisateurs ouvriers.

A un autre niveau, il existe désormais une couche d'ouvriers -- particulièrement des jeunes, et probablement des dizaines de milliers -- qui sont arrivés à des conclusions politiques générales après la crise économique et sociale de ces cinq dernières années. Il ne fait aucun doute que la crise qui se développe au sein du parti travailliste, sous la pression des tendances de gauche, a eu un impact considérable sur toutes les sections de l'avant-garde, plus particulièrement sur les sections de Chili et des nationalisations. Néanmoins, malgré le fait que cette nouvelle avant-garde a joué un rôle important dans de nombreuses luttes ouvrières, ses actions sont restées fragmentées en des centaines de foyers différents. L'avant-garde dans son ensemble n'a pas joué un rôle dans la vie politique nationale similaire à ce que l'on a vu en France ou en Italie, pour prendre deux exemples.

Les raisons en sont à la fois objectives et subjectives. La raison objective réside dans le fait que bien que la crise économique britannique entre 1969 et 1973 a été la plus sérieuse de l'Europe capitaliste (avec l'exception de l'Italie), les importantes réserves historiques de l'impérialisme britannique ont amorti l'impact politique de la crise, la rendant moins ouverte et sévère qu'elle n'a été dans un pays comme la France où la crise économique était bien moins grave. La situation est bien éloignée de la crise politique à laquelle on assiste en Italie ou en Espagne. En conséquence, l'avant-garde est restée organisée autour des luttes syndicales sectorielles, au lieu de se cristalliser autour des éléments de la crise politique nationale et internationale. Bien que le niveau de conscience de nombreux jeunes ouvriers participant aux luttes syndicales a largement dépassé les problèmes immédiats posés par ces luttes, l'activité organisée de l'avant-garde est restée concentrée sur ce terrain plus étroit.

La base objective de l'absence relative d'action de l'avant-garde de masse en tant que facteur de la scène politique a été très affaiblie par l'effondrement du gouvernement de Heath et ses lendemains. La crise politique est désormais aiguë et ouverte. Les luttes syndicales continueront évidemment à avoir un poids et une importance énormes, étant donné l'impasse économique qui demeure la principale cause de la crise politique. Mais les conditions objectives pour une intervention de l'avant-garde autour de thèmes politiques centraux sont maintenant plus favorables que par le passé.

Cependant, la crise du facteur subjectif reste profonde. La politique des International Socialists (IS), le principal groupe de la gauche révolutionnaire, a déjà décimé les potentiels de l'avant-garde qui était apparue en 1966-68 à partir du mouvement de solidarité avec la révolution du Vietnam (Vietnam Solidarity Campaign). La ligne économiste et sectorialiste suivie par IS et l'incapacité de ce groupe à offrir des perspectives politiques à une large avant-garde politique a entraîné une réduction de l'avant-garde -- qui à son point culminant comprenait plusieurs milliers et dizaines de milliers de militants -- à quelques centai-

nes de personnes qui ont rejoint les organisations révolutionnaires et quelques éléments dispersés qui restent en dehors. Si IS devait maintenir son hégémonie sur l'avant-garde ouvrière naissante, celle-ci connaîtrait le même sort; cela ne fait aucun doute. Quelques milliers de militants rejoindraient peut-être IS, mais le potentiel révolutionnaire de dizaines de milliers de travailleurs qui se politisent aujourd'hui serait perdu.

## Les tâches de l'IMG



Dans cette situation la responsabilité qui repose sur les forces encore faibles de l'IMG est énorme. La situation actuelle se développe vers une confrontation entre les classes. L'orientation stratégique de l'IMG depuis 1973 vise à préparer les meilleures conditions pour que cette confrontation débouche sur une grève générale et la création d'organes de double pouvoir. Cependant, la concrétisation d'une telle orientation dans les luttes ouvrières impliquent non seulement un travail d'agitation autour des thèmes cités plus haut, mais également une concrétisation de notre tactique en fonction du développement particulier de l'avant-garde ouvrière large en Grande Bretagne.

Le problème central auquel est confrontée l'avant-garde révolutionnaire est de surmonter l'extrême fragmentation et dispersion de l'avant garde ouvrière large. Le principal objectif organisationnel à moyen terme est la formation d'une tendance syndicale révolutionnaire. Cependant, pour le moment, les préconditions politiques et organisationnelles n'existent pas. L'acceptation générale par l'avant-garde de certaines revendications nationales clés et l'accroissement du poids de l'avant-garde ouvrière large au sein de la classe ouvrière dans son ensemble (ainsi qu'une polarisation nationale plus grande de l'avant-garde ouvrière large elle-même) font défaut. Dans ces conditions la simple "proclamation" d'une telle tendance, ou même sa proposition comme une possibilité immédiate, n'amèneraient qu'à la formation d'un regroupement artificiel s'auto-proclamant organisation de masse mais ne représentant en réalité que la périphérie d'une organisation révolutionnaire. C'est l'erreur qui a été commise par IS qui refuse de faire la distinction entre l'organisation de sa propre périphérie et l'organisation bien plus large de l'avant-garde, combinant ainsi le sectarisme organisationnel à sa ligne suiviste.

L'IMG part de la compréhension que pour créer une telle tendance syndicale, il faut d'abord créer les pré-conditions au sein de l'avant-garde ouvrière large. ( Cela signifie tout d'abord faire accepter généralement certaines revendications clés.) En conséquence, tandis que l'IMG considère la formation d'une tendance syndicale comme un objectif organisationnel intermédiaire, son orientation est centrée autour de la création de fronts unis plus limités et conjoncturels capables d'unifier l'avant-garde ouvrière et des sections importantes de la gauche révolutionnaire dans l'action, autour de revendications communes, qui servent à la fois de réponse immédiate aux besoins de la lutte de classe et commencent à établir les préconditions pour la création d'une tendance révolutionnaire au sein des syndicats par la suite.

Cette orientation de l'IMG commence à réussir à surmonter la fragmentation sectorielle de l'avant-garde. Au cours de l'automne 1973, l'IMG a été capable de jouer un rôle important pour aider à lancer une campagne de défense des travailleurs jugés pour avoir organisé des piquets de grèves à Shrewsbury. Ce printemps et cet été, l'IMG a joué un rôle important dans le lancement des campagnes de solidarité avec le peuple chilien et contre les fascistes britanniques. Ces deux campagnes ont réuni des milliers de militants et ont stimulé des actions unitaires de la gauche révolutionnaire pour la première fois depuis très longtemps. De plus, les deux campagnes, et en particulier celle contre le fascisme, ont été au-delà de la périphérie de la gauche révolutionnaire et ont pénétré l'avant-garde ouvrière large et le mouvement ouvrier lui-même. Dans les mois à venir nous avons la possibilité de développer de telles campagnes autour de la question de l'oppression de la femme ( en luttant pour une Charte des Femmes Travailleuses) et, en particulier sur la question de l'Irlande. Une intervention visant à stimuler une action commune de l'avant-garde sur les questions vitales du chômage et de l'inflation demeure bien plus difficile étant donné les forces immenses participant à ces luttes et l'implantation encore relativement faible de l'IMG dans la classe ouvrière. Il ne fait aucun doute, cependant, que, dans la période passée, l'IMG a quantitativement, sinon qualitativement, renforcé sa position au sein de l'avant-garde et même au sein des luttes syndicales dans lesquelles l'organisation a, pour la première fois, été capable de jouer un certain rôle. La direction, par nos camarades, d'une lutte exemplaire des travailleurs de la construction de pipe-line en Ecosse -- avec un comité de grève élu, des réunions de masse quotidiennes et un bulletin de grève -- et le rôle que nous avons pu jouer dans la création d'un comité d'action qui mena des luttes importantes parmi les enseignants londoniens sont deux exemples des progrès réalisés dans ce domaine.

L'IMG reste consciente de sa relative faiblesse face aux tâches gigantesques auxquelles elle est confrontée. Mais les bases existent pour un optimisme prudent. Les progrès que nous avons réalisés dans notre propre travail et le fait qu'une période de crise et de regroupements s'est ouverte dans la gauche révolutionnaire, montre que des conditions favorables apparaissent pour le développement d'une puissante section de la IVème Internationale en Grande-Bretagne. Notre tâche, naturellement, est de capitaliser les acquis réalisés dans la période passée et de rassembler nos forces pour nous préparer à intervenir dans les luttes ouvrières qui s'annoncent.

John ROSS

11 octobre 1974

# APRES LA DEMISSION DE SPINOLA



# UN DEUXIEME EHEC

La deuxième tentative effectuée par Spinola dans le but de modifier les rapports de forces sur le plan gouvernemental et de mettre en place des institutions plus aptes à se confronter au mouvement ouvrier, ainsi qu'à modifier le processus de décolonisation, a échoué. Mais, à la différence du mois de juillet, d'une part, la droite et l'extrême-droite développèrent pour la première fois une attaque de grande envergure, et, d'autre part, la mobilisation du mouvement de masse fut un élément important de riposte et de mise en échec de cette "tentative de coup d'Etat". Dans l'immédiat, le MFA (Mouvement des Forces Armées) en sort renforcé, spécialement ses tendances "centristes", de même que le Parti Communiste portugais et l'Intersyndicale. Mais aucune des questions cruciales n'est tranchée. L'instabilité et la crise politiques ne peuvent que se maintenir.

## Les étapes d'une offensive

Après la déroute de l'opération Palma Carlos -- qui consistait à plébisciter Spinola et mettre en place un régime présidentiel pour rejeter les élections --, se rendant compte de la faiblesse des instruments dont elle dispose pour affronter l'échéance électorale rapprochée de mars 1975, la droite chercha à reprendre l'offensive en utilisant Spinola comme porte-drapeau. Son prestige devait être un garant de la réussite de la manoeuvre. Les divergences qui émergeaient au niveau gouvernemental, spécialement en rapport avec la décolonisation, rendaient d'autant plus crédible un assaut plus ou moins camouflé sous le prétexte de soutien à Spinola.

Ce dernier choisit le moment où les "petits blancs" de Lourenço Marques au Mozambique descendirent dans la rue, occupèrent la radio et "proclamèrent l'indépendance" -- en réponse aux accords conclus à Lusaka

entre le FRELIMO et le gouvernement provisoire -- pour faire des déclarations remarquées. Ainsi, le 10 septembre, il précisa au sujet de la décolonisation que ce "processus ne consiste pas, comme certains le pensent naïvement à transférer purement et simplement le pouvoir aux organisations qui ont mené la lutte armée contre l'ancien régime." Voilà pour les "provinces d'Agrique"... et spécialement pour l'Angola. Ensuite, pour ce qui est de la situation au Portugal, il fit appel à la majorité silencieuse : "La majorité silencieuse du peuple portugais doit se réveiller et se défendre activement contre les extrémistes totalitaires qui luttent dans l'ombre en utilisant des méthodes bien connues pour manipuler les masses... plongée dans la confusion après un demi siècle d'ignorance politique." Sur cette lancée, le 23 septembre, Spinola annonça qu'il désirait reprendre en main totalement, et seul, toutes les affaires concernant la décolonisation de l'Angola. Il voulait rassurer une partie du capital financier portugais -- et aussi international -- fort intéressé aux riches régions de l'Angola et infléchir le processus de décolonisation. N'a-t-il pas reçu à la même date une délégation de "personnalités angolaises", à la tête de laquelle se trouvait Francisco Lele, dirigeant du Parti Démocrate Angolais, qui déclara à la fin de son entrevue : "Le président vient, une fois de plus, de sauver l'Angola." ? Il avait fait de même en juillet quand il reçut Mme Joana Siméao, qui expliqua "les dangers que représentait le FRELIMO pour le Mozambique." Et n'a-t-il pas rencontré Mobutu pour discuter du règlement de l'affaire angolaise ? Parallèlement à ces diverses initiatives, émergent de multiples partis d'extrême-droite qui se couvrent sous des noms aussi divers que Parti du Progrès, Parti Libéral, Parti National... Le 19 septembre surgissent des affiches qui montrent un visage carré, des lunettes de jeune cadre, une bouche portant le slogan : "Majorité silencieuse". L'affiche appelle à une manifestation de soutien au président de la République.

La convergence s'établit entre des secteurs bourgeois qui, tant bien que mal, avaient été partie prenante du coup militaire du 25 avril (Champalimad, Galvao de Melo, Spinola, etc.) et des secteurs d'extrême-droite liés à la Légion, aux colonialistes les plus déclarés (Casal Ribeiro, Franco Nogueira Kaulza de Arriaga.) Au sein même de la "junte de salut national", des éléments comme Galvao de Melo et Sanches Osorio (ministre de l'Information) se proclament en faveur de la manifestation. Le dernier va faire passer un communiqué à la radio demandant que les "piquets" et les "barricades" établis autour de Lisbonne le 27 septembre soient supprimés. Au sein de l'armée des secteurs non négligeables -- entre autres les parachutistes de la base Tancos -- soutiennent le projet de Spinola.

La droite et l'extrême-droite se mobilisent. Les banquets fleurissent. Le 25, elles se retrouvent au Campo Pequeno, la "Plaza de toros" de Lisbonne. La campagne anti-communiste se développe. Les secteurs les plus liés au capital américain et à des secteurs du capital brésilien, les fractions les plus rattachées à l'exploitation coloniale soutiennent cette relance de l'offensive de droite et d'extrême-droite.

Il faut souligner ici que, de fait, la politique du gouvernement et du MFA permit à ces courants d'acquiescer l'espace nécessaire pour se réorganiser. L'intervention des forces armées contre la grève des travailleurs du Jornal de Comercio, qui réclamaient le renvoi du directeur fasciste, Carlos Machado, ainsi que les mesures prises contre les travailleurs de la Lisnave qui revendiquaient un approfondissement de l'épuration des éléments fascistes, concoururent à fortifier les diverses manœuvres de l'extrême-droite. D'autant plus le gouvernement se montra fort compréhensif pour les revendications des PIDE (anciens agents de la police politique salazariste) -- que Galvao de Melo reçoit en délégation -- et ne dévoila pas les appuis financiers dont jouissent ces divers groupes. Les organisations d'extrême-droite, avec l'appui d'une grande partie de l'église du Nord du pays, ont cherché un appui social parmi certaines couches (petite-bourgeoisie et paysans du nord, de l'Alentejo.) Mais les choses ont changé durant cette dernière décennie. Actuellement le paysanat ne représente plus une force sociale importante, un appui décisif et suffisant pour des entreprises réactionnaires traditionnelles.

## La riposte

Face à cette vaste manœuvre de l'extrême-droite, la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse va se développer et s'accroître dès le 27 septembre. Dès l'après-midi du 27 septembre, la contre-offensive s'accroît, des barrages sont élevés, les voies d'accès à Lisbonne contrôlées. Le MFA n'intervient pas directement. Les divisions internes limitent ses possibilités d'initiative immédiates.

Il est nécessaire d'envisager la double dimension de la riposte à l'assaut de la réaction. D'une part, la mobilisation des masses fut loin d'être négligeable, d'autre part, l'intervention du MFA, dans une seconde phase, déterminait l'issue de l'affrontement. Il ne fait pas de doute que Spinola et les divers cercles qui étaient partie prenante de l'opération ont reculé au moment où les rapports de forces au sein du MFA et entre le MFA et l'ensemble de l'armée apparurent clairement comme se situant en faveur de l'aile centriste et centre gauche du MFA. Une possible fracture ouverte de l'armée, avec tout ce que cela impliquerait au Portugal dans la situation-présente, était possible si l'épreuve de forces était maintenue. Cela a certainement fait réfléchir plus d'un spinoliste. Mais, quand bien même il est incontestable que les rapports de for-

ce entre le MFA et l'armée, comme au sein du MFA et, enfin, l'intervention de ce dernier, ont été les éléments décisifs qui ont déterminé le résultat de la confrontation, il est aussi patent que la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse, les appels de l'Inter-syndicale, du PCP et de l'extrême-gauche, ont joué un rôle important dans les décisions prises par le MFA. De plus, pour l'avenir, il ne faut pas sous-estimer l'expérience acquise par une fraction de la classe ouvrière dans cette épreuve. Le refus des typographes d'imprimer des pages publicitaires en faveur de la manifestation de la "majorité silencieuse", la grève des travailleurs des chemins de fer et des autocars restent des éléments importants qui peuvent servir à concrétiser la propagande de l'extrême-gauche sur le thème de la lutte anti-fasciste. De même, il faut indiquer la participation de militaires à la constitution des barrages, contre les ordres des officiers, c'est-à-dire antérieurement à l'appel lancé par le MFA.

Néanmoins, il faut distinguer entre la mobilisation et le degré de politisation, l'aptitude de larges secteurs de la classe ouvrière portugaise à intervenir dans cette bataille en tant que facteur politique autonome. Cette faiblesse explique la capacité du MFA de reprendre les affaires en mains et les limites de la crise suite à la chute de Spinola. C'est ici que l'on peut mesurer les différences existant entre le développement de la conscience parmi les classes ouvrières italienne, espagnole ou française et la classe ouvrière portugaise. Une telle confrontation, l'échec d'une manœuvre du type de celle de Spinola, en Italie, en Espagne ou en France, aurait débouché sur une crise d'une autre ampleur. Ce facteur ne doit pas être négligé. Il permet de comprendre que, malgré la faiblesse institutionnelle du pouvoir de la bourgeoisie, la situation reste ce qu'elle est et que le "dimanche d'effort national" apparaît comme un des résultats immédiats des événements des 27 et 28 septembre. Cette faible politisation est due aux quarante années de fascisme, à la fragmentation de la classe ouvrière, à l'inexistence de mobilisation nationale, à la persistance des illusions démocratiques. Si le PCP peut avoir l'hégémonie qu'il a dans la classe ouvrière, c'est précisément à cause de cela. Mais, en même temps il renforce considérablement toutes ces illusions. Ainsi, le PCP fut un facteur non négligeable de la crédibilité acquise par Spinola, et, dans ce sens, il contribua à faciliter les opérations bonapartistes du baroudeur de Guinée Bissau.

Au même titre, le PCP place aujourd'hui une auréole autour de la tête du MFA. Dès le 29 septembre, il met quasi entre parenthèses le rôle des mobilisations ouvrières et éclaire au maximum la fonction du MFA, qu'il donne comme "seul garant de la démocratie". Dès lors, le MFA sort de cette crise comme un des principaux gagnants. Dans l'actuelle crise institutionnelle que connaît la bourgeoisie portugaise, la fonction de charnière du pouvoir de la bourgeoisie que remplit le MFA tend donc à être fortement voilé par la politique des partis réformistes et même de certains courants centristes, comme le MES (Mouvement de la Gauche Socialiste.)

## La suite d'une crise et le MFA

Si la chute de Spinola n'a pas abouti à une explosion d'une plus large envergure, il n'en reste pas moins que la crise et l'instabilité ne peuvent que se prolonger. Sur le plan économique, l'inflation croît rapidement. Les 33% sont atteints. Le chômage se développe à un rythme accéléré, d'autant plus qu'au retour des immigrés -- vu les mesures restrictives prises par une série de pays européens -- s'ajoute le retour des "petits blancs" des "provinces d'Afrique" et les sol-

dates rapatriés. La fuite des capitaux s'accroît. Sur ce terrain les concessions ne peuvent qu'être des plus restreintes. Gonçalves l'a déjà prouvé en augmentant le prix des denrées de première nécessité. Dans son discours de Porto, le 6 octobre, il affirma : "Aujourd'hui, être impatient, c'est être fasciste. Nous sommes en train d'élaborer des lois démocratiques... La tâche ne sera pas facile car le Portugal est à la queue de l'Europe. Le peuple doit avoir conscience de nos limites. Nous ne pouvons pas avoir le SMIG ( salaire minimum garanti) comme en France ou en Allemagne." (Le Figaro, 7.10.74)

A ces marges de manoeuvre objectivement limitées sur le terrain économique s'adjoint le vide institutionnel et ceci au moment où les élections approchent. Enfin, le processus de décolonisation en Angola n'est pas terminé. L'Angola, aussi bien du point de vue de l'importance de la "colonie blanche", des divisions au sein des mouvements angolais que de la richesse du sous-sol, pose des problèmes plus complexes que ceux auxquels le gouvernement provisoire dut se confronter au sujet de la Guinée Bissau et du Mozambique.

Par deux fois -- en juillet et en septembre -- des secteurs décisifs de la bourgeoisie ont tenté d'échapper, par le biais d'une opération plébiscitaire et présidentielle, à cette épreuve électorale. Ce furent deux échecs. Pour le PCP -- et aussi pour le Parti Socialiste -- tous les compromis sont envisageables, mais à condition qu'ils permettent d'atteindre l'objectif qui apparaît comme justifiant toute leur politique : des "élections libres pour la mise en place d'une Assemblée Constituante" en mars 1975. Tous mouvements de secteurs importants de la bourgeoisie visant à renvoyer aux calendes grecques les élections sont fort difficilement acceptables pour le PCP et le PSP.

Or, après les 27/28 septembre, sur ce plan, rien n'est réglé. Le laps de temps dont la bourgeoisie disposait pour se préparer aux élections ou pour lancer des offensives permettant de regagner un contrôle plus solide n'a permis à aucun des deux projets d'aboutir. Après la chute de Spínola, la droite apparaît dispersée. Dans l'actuel rapport de forces, seul un ralliement autour d'une formation centriste, centriste de gauche, comme le PPD (Parti Populaire Démocratique de Sa Carneiro) s'offre à elle. Or ce parti ne dispose pas d'une influence très large, sa présence dans la vie politique est limitée, quand bien même il participe, aux côtés du MFA, du PCP et du PSP au gouvernement provisoire. Sur le terrain électoral sa capacité de répondre à l'influence du PCP est plus que restreinte. Selon de nombreux journalistes portugais, le PCP pourrait recueillir 20% des voix et plus.

Dans ce contexte, la fonction du MFA apparaît avec d'autant plus de clarté. Certes, ce mouvement n'est pas homogène, diverses tendances y coexistent; bien que le centre et le centre-gauche sont sortis renforcés des événements de la fin septembre. De plus, Costa Gomes représente un trait d'union avec des secteurs de l'armée qui apparaissent aujourd'hui en situation conflictuelle avec la direction du MFA. Néanmoins, substantiellement, ce mouvement représente la clé de voûte du pouvoir d'une bourgeoisie dont la crise de direction politique est extrême et dont le manque d'instruments pour opérer dans le cadre traditionnel de la démocratie bourgeoise est criant.

Les initiatives prises immédiatement après la nuit du 28 au 29 septembre, et suite à la démission de Spínola, indiquent la fonction du MFA et de son représentant gouvernemental le plus en vue : Vasco Gonçalves.

Les appels à l'unité nationale se multiplièrent, comme d'ailleurs les hommages à Spínola, "cet ancien compagnon d'arme et de veillée !" Au cours de quelques interviews, Gonçalves, avant et après la fin septembre, indique fort bien la nature du programme du MFA. Sur ce point, nombreux sont les bourgeois qui, dans les cercles les plus éclairés, ne se sont point trompés. Ainsi, le premier ministre déclare : "Le programme du Mouvement des Forces Armées ne comporte pas de réformes de fond ni de changements substantiels dans le système économique-social dans lequel nous vivons." (Le Monde, 1er octobre 1974.) Quant aux tâches prioritaires aujourd'hui au Portugal, ce sont : "Beaucoup travailler, et il est fondamental que la coopération de tous les travailleurs soit totale. Je ne parle pas seulement des travailleurs des usines et des champs, mais aussi ceux des bureaux, les gestionnaires ou les investisseurs... Sans aucun doute, nous devons faire face aux trois problèmes ( chômage, inflation, terres incultes), mais aussi à d'autres : développement économique et investissements étrangers." (Nouvel Observateur, 7 octobre 1974)

Ces options du MFA sont déjà apparues lors de la mise en place de la législation anti-grève, qui interdit toutes les grèves politiques, les occupations, les grèves de solidarité, les arrêts isolés et sectoriels qui bloquent la production (grèves articulées), exige 7 jours de délai depuis la déclaration de grève et pas moins de 30 jours de délai depuis le dépôt des revendications, etc. Un journaliste du Financial Times, le principal organe du capital britannique, souligna à cette occasion que la "présence dans le gouvernement des officiers du MFA indiscutablement donne au cabinet une plus grande autorité. Ils ont contribué à la promulgation réussie de la législation (anti-grève)." (Financial Times, 29 septembre 1974) Les interventions de l'armée lors des grèves, de même que les mesures prises contre l'extrême-gauche concrétisent mieux que mille discours l'essence de la fonction du MFA; quand bien même il est vrai que ce mouvement, n'étant pas monolithique et étant traversé par divers courants politiques, puisse manifester, à certaines occasions, des attitudes lui permettant des oscillations aptes, par ailleurs, à récupérer un mouvement de masse (peu politisé.)

Le 2 octobre, pour clore la crise, la Confédération de l'Industrie Portugaise affirma, dans un télégramme envoyé à Gonçalves et rendu public, que son appui lui était donné, d'autant plus que le brigadier premier ministre avait manifesté dans ses divers discours, depuis la chute de Spínola, une "grande responsabilité." Voilà un appui qui éclaire le fait que la bourgeoisie considère, dans la situation présente, le MFA comme la colonne vertébrale, certes fragile, de sa domination.

Quant au PCP, ce premier affrontement l'a renforcé. Il est apparu -- ainsi que l'Intersyndicale qui déclare aujourd'hui environ deux millions d'adhérents -- comme apte à mobiliser des forces considérables et à être un facteur déterminant pour "bloquer la réaction." Ceci va contribuer sans doute à consolider encore sa position face à de larges secteurs des masses ouvrières, à couvrir sa politique de compromis pourrie et à améliorer sa position face à l'extrême gauche.

Un de ses responsables affirmait : "Et quoi qu'en pense la réaction, qui s'étonne de notre force, nous n'avons pas l'intention d'imposer un gouvernement de Front populaire." (Expresso, 7/13 octobre 74) En effet, la politique d'Union nationale que le PCP développe impose une mise en relief maximum du rôle

du MFA. Or, dans la situation actuelle, face à cette date fatidique du 30 mars 1975, la bourgeoisie pourrait tenter de nouvelles manoeuvres. Une des hypothèses, en cas de crise majeure, pourrait être une opération présidentielle lancée cette fois par le MFA, par ce "garant de la démocratie" selon le langage du PCP. Le PCP, dès lors, aurait quelque difficulté à se retourner !

Quoi qu'il en soit, l'instabilité va certainement perdurer, sans que soit à exclure un retournement brusque de situation. Les travailleurs, aussi bien au travers des grèves et des manifestations, comme celles TAP (transports aériens), de la LISNAV (chantiers navals), des barricades de l'après-midi et du soir du 27 septembre, développent leur politisation.

Il est plus que probable que les véritables confrontations, que les mobilisations qui ouvrent la voie à une intervention politique d'un autre niveau de la part de larges secteurs de la classe ouvrière, vont se développer dans une phase future. Dans ce sens, l'intervention des marxistes-révolutionnaires, aussi bien au niveau de la contre-offensive face aux menées de la réaction, de l'intervention sur le plan syndical et des luttes ouvrières, de la dénonciation concrète du projet stratégique du PCP, que sur le plan politique central (la question gouvernementale) sera un élément important pour assurer une victoire de la classe ouvrière.

A. UDRY  
11 octobre 1974

---

## PETRODOLLARS

---

# L'émergence d'un nouveau capital financier arabe et iranien

---

### L'utilisation des pétro-dollars

L'augmentation du prix du pétrole depuis la guerre du Kippour en octobre 1973 a considérablement accru les revenus en devises des pays producteurs, avant tout les pays arabes et l'Iran. Ces énormes revenus -- estimés à 75 milliards de dollars pour l'année 1974 -- peuvent être utilisés de la manière suivante :

- (1) Ils peuvent être thésaurisés, c'est-à-dire détenus par les banques centrales sous forme de couverture pour leurs devises nationales, ou détenus sous forme d'or ou de devises thésaurisées par des propriétaires privés.
- (2) Il peuvent être placés à court terme dans des banques étrangères ou des institutions internationales, ou utilisés pour l'achat d'emprunts publics des pays impérialistes à court terme (certificats de trésor.)
- (3) Ils peuvent être dépensés improductivement pour l'importation de biens qui ne rentrent pas dans le processus de reproduction de marchandises : armes, objets de luxe, etc.
- (4) Ils peuvent être utilisés à des fins d'importation de biens productifs servant à accélérer l'accumulation du capital et la production de marchandises au sein des pays producteurs de pétrole (l'importation de vivres et de biens de consommation servant à la reproduction de la force de travail entre également dans cette catégorie.)
- (5) Ils peuvent servir à des fins d'investissement à long terme à l'étranger. Il faut distinguer ici :

- les placements en valeurs mobilières (actions, obligations);
- les placements immobiliers;
- les prises de participation dans des entreprises industrielles, financières, commerciales ou de transport, et la création de nouvelles firmes de ce genre, avec participation à la gestion.

De ces cinq formes d'utilisation des pétro-dollars, seule la première à un effet de déflation sur l'économie des pays impérialistes, et peut donc être considérée comme un facteur supplémentaire -- d'ailleurs très marginal -- de la récession économique en cours. Parler, comme le font divers hommes politiques des pays impérialistes de "soixante milliards de dollars soutirés à l'économie occidentale" par le déficit de la balance des paiements des pays impérialistes, c'est oublier que la plus grande partie de ces soixante milliards restent ou retournent en Occident, sous forme de paiement d'achats supplémentaires de marchandises ou sous forme de placements divers.

En fait, la thèse inverse est beaucoup plus fondée. En étant placés à court terme dans des banques américaines et européennes, les pétro-dollars alimentent l'inflation du crédit et donc l'inflation de la monnaie scripturale, plutôt que de contribuer à la déflation.

Il est vrai qu'une partie de ces pétro-dollars a servi à "éponger" des certificats de trésor américains et anglais, qui ont été ainsi soustraits à leurs acheteurs

habituels (les banques privées), ce qui a contribué à réduire les possibilités de ces banques d'accorder du crédit. Mais la cause réelle de cette restriction du crédit réside non dans l'achat des emprunts publics à court terme par les exportateurs de pétrole, mais dans le fait que les banques centrales américaines et britanniques, engagées dans une politique délibérée de déflation et de restriction du crédit, n'ont pas accru le volume de leurs opérations sur le marché monétaire avec l'accroissement des achats et des emprunts par les "sheiks arabes".

Il est difficile d'estimer à présent les proportions dans lesquelles les revenus des producteurs de pétrole se répartissent entre les cinq utilisations mentionnées plus haut. Mais, en gros, on peut estimer que 30 milliards serviront à l'importation supplémentaire de marchandises et placements divers à l'intérieur des pays exportateurs de pétrole (catégories 3 et 4) et que 35 milliards serviront aux placements à l'étranger (catégories 2 et 5). Le reste étant sans doute thésaurisé.

Les programmes d'investissement des pays producteurs de pétrole déjà prévus pour les années à venir, sont extrêmement élevés. L'Arabie Séoudite a élaboré un plan quinquennal 1975-1979 dont les dépenses s'élèvent à 60 milliards de dollars courants, l'Algérie un plan quadriennal 1974-1977 avec 22 milliards d'investissements. Le Kuweit prévoit plus de 4 milliards de dollars d'investissements rien que pour l'année fiscale 1974-75. On peut donc prévoir que les déficits cumulatifs de la balance des paiements des pays impérialistes provenant de la hausse du prix du pétrole -- toute chose restant égale par ailleurs -- diminueront considérablement dans les années à venir, vu l'accroissement de leurs fournitures en bien d'équipements, en brevets et techniciens, aux exportateurs de pétrole. Il n'en va pas de même du déficit de la balance des paiements des pays semi-coloniaux non-exportateurs de pétrole, qui risque de s'aggraver.

Au 10ème Congrès Mondial de la IVème Internationale nous avons surpris, et sans doute quelque peu choqué, un certain nombre de délégués, en affirmant que nous assistions à la naissance d'un nouveau capital financier autonome arabe et iranien, du fait de l'énorme et rapide accumulation de capitaux à laquelle la hausse du prix du pétrole donnait lieu dans les mains des classes possédantes de ces pays.

Depuis lors, ce qui était signalé comme tendance potentielle s'est pleinement épanoui. L'achat par le Shah d'Iran de 25% des actions du trust ouest-allemand Krupp a été en quelque sorte le signal largement aperçu de l'apparition d'un nouveau secteur indépendant du capitalisme international.

Le capital financier, c'est le capital bancaire (le capital-argent) investi dans le secteur productif (industrie, transports,) et participant au contrôle de celui-ci, voire accaparant ce contrôle. Dans ce sens il se distingue du capital-rentier, qui se contente de constituer un portefeuille de valeurs mobilières et de couper les coupons.

Les informations qui s'accumulent couramment sur le comportement des classes possédantes qui touchent les revenus des exportations du pétrole ne laissent pas le moindre doute sur le fait que des secteurs déterminés de ces classes sont en train de dépasser le stade du parasitisme (du type anciens pachas d'Egypte) et commencent à se comporter comme des représentants typiques du capital financier.

Le cas de la bourgeoisie iranienne désormais représen-

tée au conseil d'administration du trust Krupp n'est nullement un exemple isolé. Dans le domaine immobilier, la Kuweit Investment Company, fondée en 1961, a acheté l'île de Kiawah aux Etats-Unis, où elle veut créer un grand centre touristique. Elle a pris une part prépondérante dans un projet de redéveloppement de la ville d'Atlanta (dans l'Etat de Géorgie), également aux USA. Elle a lancé une OPA gigantesque (d'un montant de 260 millions de dollars) sur St Martin's Property Corporation à Londres. Elle a également acquis le contrôle de deux compagnies maritimes, l'une reliant Chypre à la Grande Bretagne, l'autre reliant l'Angleterre à l'Irlande.

Et la semaine dernière le Shah d'Iran est intervenu de manière décisive pour renflouer la Grauman Aviation aux Etats-Unis, qui fabrique les avions à réaction Phantom.

Dans les pays arabes mêmes, le capital financier arabe, associé (souvent de façon majoritaire et sous son contrôle financier et politique) à de grands monopoles impérialistes, est engagé dans toute une série de projets industriels majeurs. La société d'Arabie Séoudite Petromin crée, ensemble avec le consortium international Marcona (réunissant des groupes américains, japonais et allemands) une usine métallurgique pour 500 millions de dollars dans la région de Jubail. L'Arab Maritime Petroleum Transport Cie commande 4 pétroliers pour une valeur de 240 millions de dollars. L'Emirat d'Abu Dhabi lance un projet de 300 millions de dollars pour la création d'une usine de gaz liquéfié à Das Island, en association avec un groupe japonais et un groupe américain. L'Arabie Séoudite fonde avec le trust allemand Hoechst une usine d'engrais nitrogènes pour 100 millions de dollars; avec la Houston Natural Gas une usine de méthanol pour 300 millions de dollars; avec la Mitsubishi un complexe pétrochimique à Jubail. La Dow Chemical est associée au capital iranien dans la création d'une usine pétrochimique de 500 millions de dollars en Iran; un groupe franco-libanais, autour de J. J. Carnaud et Forges de Basse-Indre, s'associe avec un groupe privé séoudien pour la fabrication de containers en métal (59% du capital sont séoudiens) etc., etc..

De véritables banques et compagnies d'investissements sont créées à des fins de financement de projets industriels et autres, où le capital financier arabe et iranien est associé (généralement de façon majoritaire) aux plus grands noms du capital financier impérialiste: l'Union des Banques Arabes et Françaises (Crédit Lyonnais); la Banque Arabe et Internationale d'Investissements (avec un consortium de 13 banques européennes); la Compagnie Arabe et Internationale d'Investissements; le Middle East International Fund; la Arab Bank of Jordan; la Al Ahli Bank of Kuweit; la Banque d'Investissement et de Financement (INFI-banque libanaise Audi plus actionnaires privés arabes, plus la Hambros Bank de Londres, plus la Namura Securities de Tokyo, plus les Banques Populaires de France); la Compagnie Financière Arabe (54% des parts arabes, 46% des parts se répartissent entre la Bank of Tokyo, la Manufacturer's Hanover Trust et la Banque de l'Union Européenne); la Kuweit Investment Cie (KFTCIC).

Cette dernière développe une activité fiévreuse de création d'entreprises financières et industrielles dans le Moyen Orient et en Afrique. Elle a créé des sociétés d'investissements en Egypte, au Soudan, au Sénégal. Elle a participé au lancement d'entreprises industrielles en Egypte (cimenteries), d'une tannerie en Ouganda, d'une entreprise de transport au Soudan, d'une société immobilière au Sénégal et au Nigeria.

Le bilan est clair : il s'agit d'activités d'un capital financier entreprenant, non de celles de rentiers parasitaires. Le meilleur tableau des ramifications du capital financier arabe et iranien a été publié dans la revue française *Entreprise* ( du 26 septembre 1974).

## De simples paravents des trusts du pétrole ?

Deux objections sont généralement avancées contre notre thèse sur l'apparition d'un nouveau capital financier arabe et iranien autonome.

Selon un premier groupe de critiques, les gouvernements et hommes d'affaires arabes et iraniens ne seraient que des paravents des sociétés pétrolières, avant tout du groupe Rockefeller ( Exxon, ex-Esso). Les énormes surprofits réalisés par ces trusts depuis la guerre du Kippour, le fait qu'une partie non négligeable des pétro-dollars soit déposée dans la Chase Manhattan Bank contrôlée par les Rockefeller, la rentrée sensationnelle des Rockefeller sur le marché égyptien, la politique de Kissinger ( ancien conseiller grassement payé par les Rockefeller) obligeant Israël au dégageant graduel des territoires arabes occupés, sont quelquefois cités pêle-mêle à l'appui de cette objection. Pour les représentants les plus paranoïaques de cette version des choses, même l'affaire Watergate, et l'arrivée de Nelson Rockefeller au poste de vice-président des Etats-Unis, feraient partie d'une seule et même "conspiration" des trusts du pétrole.

Il est incontestable que ces trusts ont grassement profité de l'accroissement du prix du pétrole décidé par les gouvernements réunis dans le cartel des pays producteurs. Soulignons qu'il ne s'agit pas seulement des trusts américains, mais aussi des trusts européens tels la Royal Dutch-Shell et la British Petroleum. Qu'il y ait eu une certaine concordance d'intérêts entre le capital financier ( et les gouvernements) arabes et iranien d'une part, et les trusts impérialistes du pétrole de l'autre, il n'y a aucune raison de le contester.

Mais une chose est d'affirmer une certaine concordance d'intérêts entre deux groupes séparés et autonomes de propriétaires capitalistes, une autre chose est d'affirmer l'identité des intérêts, ou la subordination nette des uns par rapport aux autres. Or, il suffit d'examiner le développement de la "crise du pétrole" au cours des derniers mois pour s'apercevoir que la thèse de l'identité d'intérêts entre les classes possédantes arabes et iraniennes et les trusts impérialistes du pétrole est insoutenable.

Lors de la dernière réunion des pays de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole), il a été décidé de ne pas toucher au prix de vente du pétrole, mais d'accroître exclusivement les charges et redevances payables par les trusts. Les pays exportateurs ont averti les consommateurs occidentaux que toute nouvelle hausse des prix à la consommation serait le fait non d'une décision arbitraire des gouvernements arabes et iranien, mais du refus des trusts de payer ces redevances en réduisant leurs super-bénéfices.

Plus importante que cette décision, qui prend pourtant la valeur d'un symbole, est le fait que les gouvernements des pays arabes sont en train de transférer

la propriété des puits de pétrole à leur profit, et aux dépens des trusts impérialistes. En quoi la nationalisation de l'ARAMCO correspond-elle à l'"intérêt" du groupe Rockefeller, voilà un mystère que nos critiques n'ont pas percé à jour.

Une variante de cette objection consiste à mettre l'accent sur la nature exclusivement ou principalement politique de la hausse du prix du pétrole. Le but des gouvernements arabes serait non celui d'accumuler du capital, mais celui d'obliger les gouvernements impérialistes d'abandonner leur appui unilatéral à Israël dans le conflit israëlo-arabe.

Que les gouvernements arabes cherchent à utiliser leur puissance économique et financière nouvelle en vue de modifier les rapports de forces politiques et militaires au Moyen-Orient, cela n'est nullement en contradiction avec la thèse de la constitution d'un nouveau capital financier arabe et iranien. Encore faudrait-il expliquer en quoi les gouvernements bourgeois d'Iran, de Nigeria, du Venezuela, tous partie prenante de la politique de hausse du prix du pétrole, auraient le même intérêt politique primordial, explication qui est d'autant plus difficile qu'on connaît l'antagonisme manifeste entre le régime du Shah d'Iran et celui de la République Irakienne qui dépasse de loin la sympathie ( largement inexistante) du Shah pour la cause palestinienne, sans parler de ses sympathies pour le nationalisme arabe, qui sont nulles.

Il est manifeste que ce qui unit toutes ces classes possédantes, ce n'est ni un projet, ni un intérêt politique commun, mais la possibilité de profiter, à un moment déterminé de l'histoire du capitalisme international en déclin, d'une redistribution majeure de la plus-value extraite au prolétariat et au semi-prolétariat : redistribution aux dépens de la bourgeoisie impérialiste et au profit de la bourgeoisie de certains pays semi-coloniaux.

Après la seconde guerre mondiale, l'impérialisme a largement sauvé sa domination sur les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine ( à l'exception de la Chine, de la Corée du Nord du Nord Vietnam et de Cuba) en transférant le pouvoir politique aux classes dominantes locales, en transformant sa domination directe en domination indirecte, en élevant la bourgeoisie coloniale au rang de partenaire de son entreprise d'exploitation. Mais il a réussi la gageure d'effectuer cette transformation sans aucun transfert majeur de plus-value, de profits. Aujourd'hui, la bourgeoisie coloniale, monnayant 25 années de révolution coloniale, présente la note, et il s'agit d'une note épiciée. Elle réclame une part majeure de la plus-value extorquée aux producteurs des pays semi-coloniaux. Elle l'a obtenue, du moins temporairement, dans les pays exportateurs de pétrole, en exploitant une conjoncture éminemment favorable.

Pour s'apercevoir de quelle énorme manne il s'agit, il faut tenir compte du fait que les frais d'extraction d'un baril de pétrole au Moyen-Orient ne s'élèvent en moyenne qu'à 10 ou 12 cents US. Or les compagnies pétrolières demandèrent, il y a deux ans, pour ce baril, 2 à 3 dollars ! Aujourd'hui elles le vendent à 11,65 dollars ( à quoi s'ajoutent évidemment les frais qu'elles réalisent en tant que transporteurs, raffineurs, grossistes, revendeurs, etc.) Mais sur les 11,65 dollars, 9,23 dollars de plus value avant le 1/10/74, 9,74 dollars depuis cette date, vont aux classes possédantes des pays exportateurs; 2,42 dollars avant le 1/10/74, ou 1,91 dollars après cette date, restent aux sociétés pétrolières, ce qui représente encore plus de 10 fois les coûts d'extraction!

Jadis la plus-value se répartissait 90% pour les trusts pétroliers, 10% pour les classes possédantes locales. Puis cette proportion a évolué vers 75-25%, 66-33%; 50-50%. Elle est aujourd'hui renversée à 20-80%, si l'on ne regarde que le prix du pétrole à l'exportation des pays producteurs. Si on prend l'ensemble des bénéfices réalisés par les trusts par le transport, la raffinerie, la distribution etc., on ne sera sans doute pas très loin de 40-60%.

## La revanche du tiers-monde?

La deuxième objection contre notre thèse sur l'apparition d'un capital financier arabe et iranien autonome va dans le sens diamétralement opposé à la première. Elle affirme qu'il ne s'agit pas d'une redistribution de bénéfices entre classes possédantes, mais d'une revanche générale du "tiers-monde", des pays "pauvres" sur les pays "riches". Ceux-ci auraient fondé, dans leur ensemble, leur "prospérité" sur l'"énergie à bon marché". Cette époque serait maintenant révolue. Les peuples du "tiers-monde" amélioreraient désormais leur niveau de vie aux dépens des "peuples" riches. D'ailleurs, la majeure partie des pétro-dollars ne sont-ils pas dans les mains d'institutions étatiques et publiques? Comment pourrait-on parler d'un "capital financier" lorsqu'il s'agit de propriété publique? Les revenus en dollars ne profiteront-ils pas à l'ensemble des peuples des pays exportateurs?

Précisons tout d'abord que l'affirmation selon laquelle les compagnies d'investissements et banques arabes et iraniennes seraient presque toutes ou toutes des institutions publiques est largement exagérée. La Kuwait Trading Contracting and Investment Company compte 25% d'actions en mains privées; la part privée s'élève déjà à 50% dans la Kuwait Investment Company. Dans la plupart des joint ventures (société à capitaux mixtes impérialistes et locaux) mentionnées plus haut, les actionnaires privés ne sont pas seulement étrangers mais aussi arabes. Leur part se rapproche de 50% ou dépasse les 50%.

Rappelons ensuite que dans les pays semi-coloniaux, la séparation entre le "public" et le "privé" est souvent largement fictive, comme elle le fut à l'époque de l'accumulation primitive du capital en Europe, du 16ème au 18ème siècle. Des sheiks, émirs et rois traitent le budget public comme leur domaine privé. La corruption, le vol, la concussion, sont la source classique de l'accumulation privée de capital de la part de hauts dignitaires et fonctionnaires dans tous ces pays.

C'est là, soit dit en passant, la différence qualitative, révélant une différente structure de classe, entre ces pays et les Etats ouvriers bureaucratisés, malgré l'apparente similitude en ce qui concerne la nationalisation des grands moyens de production. Les bureaucrates soviétiques ou chinois s'approprient des avantages matériels considérables en biens de consommation. Ils ne peuvent accumuler du capital privé, comme un Trujillo, un Houphouët-Boigny, un émir du Kuwait, un président des Philippines, ou ce simple chef de police à Hong Kong qu'on vient d'accuser d'avoir accumulé en l'espace de quelques années l'équivalent de 1 million de dollars US en pots de vin obtenus des gangsters.

L'affirmation selon laquelle les "masses arabes" profiteraient dans leur ensemble de la hausse du prix du pétrole n'est vraie que dans les cas exceptionnels et marginaux de pays à très basse densité de po-

pulation, comme le Kuwait. Le revenu par tête d'habitant de l'Irak, pourtant grand exportateur de pétrole, est actuellement de 370 dollars par an (moins de 15.000 FB, moins de 1.900 FF). Celui de l'Egypte est de 220 dollars par an (8.800 FB, 1.100 FF). Malgré tous les projets de solidarité arabe, malgré le Kuwait Fund for Arab Development, malgré la Arab Bank for Economic and Social Development, malgré la Arab Investment Company et le Saudi Arabia Development Fund, qui disposent, ensemble, de plusieurs milliards de dollars, ces chiffres n'augmenteront pas sensiblement dans les années à venir.

La notion de "solidarité arabe" est peu appropriée en la matière de distribution ou d'investissement de plus-value. Citons à ce propos le quotidien britannique The Guardian du 9 octobre 1974: "Le fait est qu'un énorme point d'interrogation se pose sur la sécurité et la rentabilité d'investissement à large échelle dans le Tiers-Monde. Et par rapport à cela les dirigeants de la Gulf Oil ou le Shah d'Iran opèrent sur une base capitaliste aussi impeccable que n'importe quelle société à Londres ou à New York."

S'il en est déjà ainsi pour la "solidarité arabe", il en va encore plus nettement de même pour la "solidarité des peuples du tiers-monde". D'un total de revenus pétroliers nets de 75 milliards de dollars en 1974, les pays exportateurs accorderont seulement quelques 3 milliards sous forme d'aide aux pays semi-coloniaux non exportateurs de pétrole. Cela n'est qu'une fraction des charges supplémentaires que les hausses du prix du pétrole auront imposées à ces pays.

Certes, l'investissement d'une part croissante des pétro-dollars dans quelques pays arabes et en Iran, accélèrera le développement économique de ces pays. Ils finiront ainsi par se doter d'une infrastructure, y compris d'une infrastructure en industrie lourde, qui favorise leur industrialisation. C'est, somme toute, ce que le capital, y compris le capital financier, a réalisé ailleurs, en d'autres époques et sous d'autres circonstances. Mais il s'agit d'un développement capitaliste, qui ne garantit d'aucune manière une augmentation rapide, pour ne pas dire une augmentation automatique, du niveau de vie des masses (sauf, répétons-le dans des pays semi-vides comme le Kuwait et la Lybie.)

Les investissements de capitaux s'effectuent par priorité dans les secteurs à haute composition organique du capital, qui emploient peu de main d'oeuvre (pétrochimie, chimie organique, sidérurgie.) Les ravages opérés par l'extension de l'économie monétaire et par l'inflation dans la paysannerie et l'artisanat risquent de supprimer bien plus d'emplois que la nouvelle industrie ultra-moderne n'en crée. Le chômage endémique et le sous-emploi continueront à sévir en Iran, en Egypte, en Algérie, en Irak, en Syrie, pour ne pas parler des pays arabes moins développés encore. Sous la pression de ce chômage et des conséquences générales d'une structure sociale dominée par l'accumulation du capital (y compris, de plus en plus, l'accumulation privée) les écarts entre les riches et les pauvres, entre le capital et le travail s'accroîtront au lieu de disparaître. Le modèle de croissance brésilien est là pour le confirmer. Il ne s'agit donc pas d'une "victoire des pays pauvres sur les pays riches", mais bel et bien d'une redistribution de la plus-value mondiale entre différents groupes de classes possédantes, même si une partie des habitants des pays concernés obtiendront quelques miettes de ce riche festin.

## Une nouvelle application de la loi du développement inégal et combiné

Pour la même raison il serait pour le moins prématuré de conclure de l'apparition d'un nouveau capital financier arabe et iranien autonome au changement de nature sociale des pays arabes et de l'Iran, leur transformation de pays semi-coloniaux en nouvelles puissances impérialistes. La propriété financière des principales entreprises industrielles d'un pays n'est qu'un des critères pour déterminer sa nature en tant que pays soit impérialiste, soit semi-colonial. Sa structure sociale, le degré de son sous-développement, le poids des survivances pré-capitalistes dans les rapports de production, sa place sur le marché mondial, la nature du pouvoir politique, la nature et composition de la classe dominante, sont des facteurs qui doivent être combinés avec le premier pour déterminer la nature de ce pays.

La fraction de la classe dominante iranienne et arabe qui incarne et dirige le nouveau capital financier autonome de ces pays n'est composée ni de managers, ni d'ingénieurs, mais de propriétaires qui conservent leur emprise sur la terre et sur l'Etat par des formes de domination ultra-parasitaires. Cela ne signifie pas seulement que le know-how (savoir-faire technologique) doit être importé des pays impérialistes, ce qui maintient la dépendance par rapport à ces pays et impose aux entreprises industrielles importantes la forme de joint ventures. Cela signifie aussi que ce capital financier nouveau (de même que le capital financier russe d'avant 1917) n'a aucun intérêt à une révolution agraire réelle qui le déposséderait d'une fraction importante de ces biens. Or, sans une telle révolution agraire, aucune rupture essentielle avec le sous-développement n'est possible.

L'apparition du capital financier autonome iranien et arabe -- de même d'ailleurs que l'apparition d'un capital financier brésilien autonome -- marque le début d'un processus de changement, et non un achèvement. Si demain les puissances impérialistes devaient déclencher une agression militaire contre les pays arabes pour rétablir leur contrôle sur les sources de pétrole, il s'agirait manifestement non d'une guerre inter-impérialiste, devant laquelle le prolétariat mondial ne devrait pas prendre partie en faveur des uns et contre les autres. Il s'agirait au contraire d'une tentative impérialiste pour maintenir et renforcer le statut dépendant semi-colonial des pays arabes menacé d'effritement. De la part des impérialistes et de leurs agents, ce serait une guerre de brigandage pour s'emparer du pétrole d'autrui. De la part des pays arabes, il s'agirait d'une guerre de légitime défense, la défense de leur chance et de leurs droits d'émancipation et d'indépendance contre des brigands étrangers. Les sympathies et l'appui du prolétariat international devraient être dans ce cas tout entiers du côté des pays arabes.

Mais approchant le problème d'un point de vue de classe, nous ne faisons d'aucune manière passer les conflits qui opposent l'impérialisme aux tentatives d'émancipation des pays arabes, fût-ce sous la direction de leurs classes possédantes, avant les conflits qui opposent les masses arabes à leurs propres classes possédantes. Taire ces derniers conflits ou essayer de les étouffer, sous prétexte de "solidarité arabe anti-impérialiste", pour ne pas dire de "solidarité du 'tiers-monde' contre les pays riches", c'est passer de l'autre côté de la barricade, c'est appuyer les exploitateurs contre les exploités.

Précisément, dans la mesure où les pétro-dollars stimulent la constitution d'un capital financier auto-

nome en Iran et dans les pays arabes, ils y stimulent le développement du capitalisme, de l'industrie capitaliste, de l'exploitation capitaliste, de la décomposition capitaliste du village ancestral. Le développement du capitalisme produit inévitablement, comme dans la Russie de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, le développement de la lutte de classes entre le capitalisme arabe et iranien d'une part, et les travailleurs arabes et iraniens d'autre part. Plus se développe cette lutte de classes, et plus l'autonomie du capital financier arabe et iranien se heurte à une limite politique, sociale et militaire : sa dépendance de l'appui impérialiste, afin de maintenir une barrière devant la révolution socialiste qui risque de monter.

On met souvent l'accent, dans la presse occidentale, sur les risques politiques d'une intervention militaire impérialiste au Moyen-Orient, destinée à rétablir le contrôle impérialiste sur les puits de pétrole : nouvelle montée du nationalisme arabe, apparition de nouvelles directions politiques encore plus fortement anti-impérialistes que les nassériens et les baathistes de jadis, influence considérablement accrue de la bureaucratie soviétique dans le Moyen-Orient.

Tout cela est incontestable. Mais on oublie de présenter le revers de la médaille : les risques que courent les classes possédantes arabes en cas d'une nouvelle montée du mouvement de masse, non seulement anti-impérialiste et anti-féodal, mais cette fois-ci de plus en plus anti-capitaliste.

Si Sadate a fait supprimer les bases soviétiques en Egypte, si la bourgeoisie arabe s'efforce aujourd'hui d'éliminer ces bases partout dans le Moyen-Orient, il ne s'agit pas simplement d'une manœuvre diplomatique en échange d'un assouplissement de la politique pro-israélienne de l'impérialisme américain. C'est parce que la classe dominante arabe, qui se transforme progressivement en classe bourgeoise, a peur de toutes les forces anti-capitalistes. C'est parce que la guerre civile a fait rage pendant des années au Yémen, qu'elle fait encore rage au Dhofar, qu'elle peut éclater demain en Jordanie ou en Arabie Séoudite, voir après-demain en Iran, et qu'elle sait fort bien qu'elle n'aura pas d'autre aide et d'appui efficaces dans le monde contre ses propres exploités que ceux qui proviennent des puissances impérialistes.

Dans ces conditions, le chantage qui accompagne, de part et d'autre, les marchandages sordides pour la redistribution de la plus-value, est un chantage limité par une conscience nette d'intérêts communs, que la bourgeoisie internationale ne pourra mettre en danger qu'en risquant son existence même. Il y a des moments dans l'histoire de l'impérialisme et de la bourgeoisie en général, où celle-ci est acculée à risquer le tout pour le tout. Mais il n'est pas démontré qu'elle en soit déjà arrivée là, ni à Washington ni à Riad, pour ne pas dire à Téhéran.

L'ensemble des transformations qui s'expriment dans l'apparition d'un capital financier arabe et iranien autonome, essentiellement par l'accumulation des pétro-dollars, se laissent le mieux résumer comme une nouvelle illustration de la loi du développement inégal et combiné. Le retard de la révolution socialiste mondiale a permis, au lendemain de la seconde guerre mondiale, une nouvelle expansion temporaire des forces productives. Celle-ci s'est effectuée sous la domination impérialiste, mais dans des conditions de déclin accentué du système capitaliste international dans son ensemble, avec des conflits aggravés et des contradictions de plus en plus explosives, non seulement entre le Capital et le Travail, mais encore entre les métro-

poles impérialistes et les colonies. La politique systématique d'alliance de la bureaucratie soviétique et chinoise avec la bourgeoisie coloniale, et la faiblesse des directions révolutionnaires de rechange des travailleurs et des paysans pauvres des pays coloniaux et semi-coloniaux ont permis à cette bourgeoisie coloniale, avec 20 ans de retard, de monnayer puissamment l'indépendance politique formelle que l'impérialisme a dû lui octroyer pour éviter le pire.

Disposant brusquement, dans plusieurs pays, de ressources considérables de capitaux, elle les a accumulés et investis dans le modèle appris des pays impérialistes. Mais elle le fait dans un contexte social-économique non fondamentalement modifié qui combine le moyen-âge à la technique contemporaine, où des esclaves non encore émancipés côtoient des financiers modernes, où l'on calcule au computer l'opti-

mum d'imposition aux trusts impérialistes, tout en maintenant la dépendance par rapport à l'impérialisme.

La classe possédante arabe n'a pas encore rompu avec le moyen-âge au moment où elle commence à délaisser les palaces de Beirut et les salles de jeu de la côte d'azur pour se lancer dans des chantiers industriels et navals. Elle ne peut se défaire de cette double peau, comme elle ne peut éliminer le sous-développement de sa société, même à coups de milliards de dollars. Pour cela il faut une révolution sociale. A cette révolution sociale, ni le Shah d'Iran, ni l'émir de Bahreim, ni le roi d'Arabie Séoudite, ni la bourgeoisie égyptienne ne peuvent présider. Ils en seront renversés.

Ernest MANDEL  
11 octobre 1974

---

## INDOCHINE

---

# à la veille d'une nouvelle saison sèche



La saison des pluies -- qui tend à réduire l'importance des activités militaires -- va bientôt toucher à sa fin en Indochine. Dans trois mois, le Vietnam vivra le deuxième anniversaire des Accords de Paris. La prochaine saison sèche, hiver-printemps 74/75, connaîtra très probablement d'importantes évolutions des rapports de force dans les trois pays indochinois. Il importe donc aujourd'hui de faire le point de la situation.

Le Cambodge, qui est un "maillon faible" des régimes fantoches de la région, aurait pu se trouver à l'avant-scène de l'actualité. Telle n'a pas été le cas ces derniers mois. C'est à nouveau le Vietnam du Sud qui reflète le plus directement les progrès de la révolution indochinoise. Les mois d'été y auront vu la formation -- malgré la mousson -- d'une situation militaire nouvelle, l'aggravation permanente de la crise économique et sociale des zones sous contrôle saïgonnais et l'élargissement rapide de l'action des oppositions urbaines à Thieu. C'est là qu'il faut d'abord porter l'attention.



### Une situation militaire nouvelle

A l'approche des débats au Congrès américain sur l'aide économique et militaire à Saïgon, Thieu et de nombreux officiels U.S. ont brandi le spectre d'une proche "offensive générale" du FNL. La manoeuvre d'intoxication était claire. Le GRP poursuit une politique progressive qui continue à s'inscrire dans le

cadre de la situation née de la signature des accords de Paris. Mais il serait faux d'en conclure qu'il se contente de rétablir plus ou moins le statu quo antérieur, ou que l'apparente tension de ces derniers mois est essentiellement due à une tentative visant à constituer artificiellement un climat favorable à l'obtention d'une aide accrue.

Une bonne partie de l'activité militaire récente du GRP a certes eu pour but la récupération de territoires qu'il contrôlait au moment du cessez-le-feu et sur lesquels Saïgon avait empiété depuis, ou la destruction de postes illégalement implantés dans ces zones après janvier 1973. Les premiers mois qui ont suivi la signature des Accords de Paris ont en effet élargi la marge de manoeuvre de l'armée fantoche. La force militaire de la guerre révolutionnaire menée par le FNL résidait en effet dans sa capacité à "fixer" l'ennemi sur l'ensemble du champ de bataille pour lui ôter toute mobilité. Avec le cessez-le-feu, Saïgon s'est vu relativement soulagé de cette pression. Il pouvait alors concentrer ses troupes et son matériel en quelques points pour s'attaquer aux zones libérées (non sans des pertes assez lourdes). C'était là l'une des difficultés auxquelles le GRP acceptait de se voir confronté comme prix de l'arrêt de l'ensemble de l'intervention directe impérialiste et de l'enclenchement du processus politique qui devait amener à la recomposition de l'opposition urbaine et à la désagrégation de l'appareil fantoche.

C'est en fait dès octobre 1973 que les FAPLN (Forces Armées Populaires de Libération Nationale) et le GRP décidaient de réagir. Dans une série de communiqués ils affirmaient leur volonté de ne plus se contenter de résister, mais de riposter pour récupérer le

terrain perdu et porter, s'il le fallait, la contre-offensive n'importe où derrière les lignes ennemies. Durant les premiers mois, l'effort était porté le long de la frontière cambodgienne et sur les hauts plateaux : il s'agissait de consolider l'"arrière" et d'assurer le développement de l'infrastructure des zones libérées. L'essentiel -- et les principales -- des bases fantoches enclavées dans ces régions et d'où partaient des opérations continues d'empiètement ont été alors liquidées. Mais depuis, à la fin de la saison sèche et cet été, de nouveaux facteurs sont apparus.

° L'essentiel de l'effort du GRP s'est porté vers des régions très peuplées dans le Delta du Mékong et les

"de porter la riposte jusqu'au coeur des bases ennemis," en prenant l'exemple de la libération du chef-lieu de district de Minh Long au sud de Da Nang (qui depuis a été suivie de la libération d'un second chef-lieu de district : Thuong Duc) (1).

° Le matériel de guerre et l'infrastructure du GRP se sont nettement améliorés. La bataille de Ben Cat est à ce titre significative. C'est la première fois que de tels combats ont lieu si près de Saïgon (à environ 50 km). Thieu a lancé la contre-offensive avec des moyens considérables : il a fait revenir de Quang Tri la première brigade de parachutistes. Le taux d'utilisation, par l'armée fantoche, de la grosse artillerie,



Des milliers de journaux sont brûlés dans les rues de Saïgon pour protester contre la censure de la presse.

provinces côtières du centre. Autour de Ben Cat et de Lai Khe d'abord, au nord de Saïgon où depuis mai des combats d'une ampleur exceptionnelle se déroulent et où Saïgon a essayé durant des mois, vainement, de reconquérir deux des trois postes enlevés par le GRP. Plus généralement, et selon les chiffres de Saïgon, 800 postes situés dans le Delta (sur un total de 3500) ont été "volontairement" abandonnés cette année vu la menace qui planait sur eux. Dans les provinces de Thua Tien (Hué), Quang Nam (Da-Nang), Quang Ngai, Binh Dinh, ensuite, où les FAPLN ont enregistré leurs plus importants succès cet été. C'est précisément là où Saïgon avait probablement empiété le plus profondément en regroupant dans des camps une partie de la population des zones libérées. Il semble qu'en août/septembre ce sont plus de 100.000 personnes qui ont été à même de retourner dans les zones contrôlées par le GRP.

° Les contre-offensives (ou "attaques stratégiques") ont pris plus d'ampleur. Dès octobre 1973, les FAPLN ont opéré derrière les lignes saïgonnaises (attaques à la roquette d'aéroports, tel Bien Hoa, destruction de dépôts de carburant, tels ceux de Nha Be, etc.) et ont détruits des bases enclavées dans leurs zones avant janvier 1973 (sur les hauts plateaux). Mais en août, la presse nord-vietnamienne a souligné qu'il "ne s'agit plus de reprendre seulement les territoires repris par les fantoches au cours d'opérations d'empiètement", mais bien

de l'aviation, des blindés, a dépassé tous les précédents depuis les Accords. Mais il a trouvé en face de lui la 7ème division nord-vietnamienne (et à Lai Khe la 9ème) équipée d'un matériel de qualité. Certes on ne trouve toujours pas au Vietnam le meilleur armement soviétique, telle celui utilisé parfois par l'Egypte (tels les missiles ultra-modernes SA 6 et SA 9). Mais on trouve maintenant dans le Delta du Mékong des armements qui longtemps n'ont été utilisés qu'au Nord (tout particulièrement dans la défense d'Hanoi et de Haiphong). L'aviation fantoche s'est heurtée à une défense anti-aérienne efficace : missiles sol-air tel le SA 7 à usage individuel, système AAA (radar-controlled anti-aircraft artillery) allant jusqu'à des calibres de 85/100 mm. Les tanks lourds de Saïgon ont dû faire face aux PT 76 (tanks légers amphibies), T54 (moyens) et T34 (lourds) soviétiques. Les FAPLN bénéficiaient aussi de mortiers lourds (120 mm), de roquettes de 107 et 122 mm, de canons de 85 et 105 (enlevés aux fantoches), d'artillerie de 122 et 130 (pour la première fois dans les régions saïgonnaises).

Il est difficile de savoir en quelles quantités les armements modernes sont arrivés au Sud. Mais leur présence dans le Delta est une nouveauté. Nouveauté d'autant plus importante que le GRP a considérablement développé son système logistique. Selon Peter Collins (2), 1000 miles de voies de communication ont été cons-

... une extension des mouvements d'opposition dans les villes...

truits; deux routes descendent du Nord jusqu'au Sud des hauts plateaux, un pipe-line à essence fait de même jusqu'à la région de Pleiku. Les moyens dont bénéficient les forces révolutionnaires sont aujourd'hui infiniment supérieurs à ceux de 1965 et même, semble-t-il de 1972.

Les combats du Sud-Vietnam, s'ils restent souvent localisés, ont pris une ampleur considérable. Le GRP annonce pour les six premiers mois de 1971 avoir éliminé (selon des chiffres encore partiels) 115 000 soldats saïgonnais. L'entière des zones libérées en janvier 1973 n'est pas recouverte (tel le port de Sa

Huynh, dans le Quang Ngai, toujours sous contrôle de l'armée fantoche), mais d'importants combats ont permis la libération nouvelle d'au moins deux chefs-lieux de districts. Le GRP vient de montrer qu'il est à même de répondre sur le terrain militaire à la politique américano-fantoche. Et cela prend d'autant plus de relief que dans les villes sous contrôle saïgonnais, le régime fantoche connaît une aggravation de sa crise.

## Les oppositions urbaines

Dans INPRECOR N° 0 nous avons déjà analysé les données de la crise économique et sociale du régime de Thieu et la recomposition de l'opposition urbaine. Saïgon n'a pas réussi à passer d'une "économie de guerre" artificielle, nourrie de la présence américaine, à une industrialisation de type néo-coloniale. Telle était pourtant sa seule chance de consolider, à termes, un régime condamné à se transformer profondément ou à disparaître.

Depuis lors, la gravité de la situation n'a fait que se confirmer. Il est certes difficile de se faire une idée précise de l'aide réelle, de toute façon considérable, que le régime fantoche reçoit du gouvernement américain. L'aide illégale, utilisant des canaux divers, dépasse en effet de beaucoup l'aide officiellement votée par le Congrès américain. Le Pentagone, par exemple, est libre de fixer le prix du matériel de guerre d'"occasion" qu'il revend à d'autres gouvernements. Il lui suffit donc d'envoyer un matériel moderne dans une de ses bases à l'étranger et de le "revendre" aussitôt à Saïgon pour faire baisser le coût officiel de l'aide jusqu'à parfois moins de 10% du coût réel! Le GRP évalue à plus de 4 milliards de dollars l'aide réellement reçue par Saïgon! Ce qui est aujourd'hui néanmoins certain, c'est que les investisseurs attendus ne sont pas venus ( et il est probable que la réunion "secrète" que la Banque Mondiale doit tenir le 17 octobre à Paris ne modifiera pas sensiblement cet état de chose); que l'aide financière proprement dite (en provenance des USA, du Japon, de la France, de la RFA, etc.) ne suit pas les besoins croissants et au contraire baisse en valeur réelle (compte tenu de l'inflation mondiale); que Washington éprouve de plus en plus de difficultés à "tourner" les décisions d'un Congrès qui vient de faire passer de 1,4 milliards de dollars à 700 millions le taux d'aide pour la nouvelle année fiscale.

En conséquence, l'inflation (chiffres gouvernementaux) connaissait un taux d'augmentation de 85% de janvier 1973 à juillet 1974. Le chômage se développe actuellement de façon accélérée, l'économie saïgonnaise étant en pleine dépression. Il atteint, selon l'USAID

elle-même, 800.000 à 1 million de personnes sur un total de 7 millions d'actifs. La famine ne touche plus seulement Saïgon, mais aussi Hué, Da Nang, Quang

Ngai, Qui Nhon et Nha Rang. Aux USA, de plus en plus nombreux sont les experts qui expriment leur pessimisme, tel l'agent de la CIA (un des plus "compétents", paraît-il) Samuel Adams, qui déclarait, dès juillet 1973, au Sénat américain que le GRP était en train de "resurgir" et que " sous la surface du gouvernement sud-vietnamien, la désagrégation va bon train" (3). C'est ce qui explique qu'aujourd'hui une partie de la droite saïgonnaise elle-même s'oppose à Thieu.

On assiste aujourd'hui à une extension des mouvements ouverts d'opposition à l'ensemble des villes sous contrôle fantoche et à la multiplication des comités regroupant. Le 21 avril, une réunion de 400 religieux et personnalités lançait en quelque sorte le coup d'envoi de ce renouveau. Auparavant, les mouvements religieux d'opposition étaient, notamment en ce qui concerne les bouddhistes de la pagode An Quang, entrés en crise ( voir INPRECOR N°0). Depuis, le mouvement ouvrier, mal connu de la grande presse internationale, a poursuivi sa lutte, fondant, notamment, un "comité contre le désemploie", ainsi que des "comités de lutte pour le droit de vivre", à l'initiative du syndicat des conducteurs de Lambrettas et de Tilburys. Des luttes revendicatives ont obtenu des succès ( les travailleurs de la verrerie de Saïgon ont obtenu 30% d'augmentation de salaires, ceux de la compagnie Esso à Saïgon, Nha Be, et Tan Son Nhut, le paiement de leurs salaires et le réembauchage de leurs camarades licenciés, tel Nguyen Thua Nghiep, président du syndicat des travailleurs du pétrole... ). A l'occasion du 1er mai, 3 000 délégués ouvriers ont fait connaître leurs revendications en 11 points, tandis que 500 travailleurs du syndicat des conducteurs de Lambretta et celui des petits commerçants ont défilé plusieurs heures durant dans la rue. 40 syndicats enfin coordonnent leur action pour lutter contre l'inflation, le chômage, les licenciements de syndiqués et les organisations jaunes de Tran Quoc Buu ( voir INPRECOR N° 0).

Mais c'est l'opposition politico-religieuse qui connaît maintenant le foisonnement le plus important. Se sont fondés, récemment, un Front Populaire de Lutte pour la Paix ( avec Mme Ngo Ba Than), un Comité de Défense des Droits des Travailleurs, un Mouvement Populaire de Lutte Contre la Corruption pour le Salut National et l'Etablissement de la Paix ( à direction catholique), un Comité de Lutte pour la Liberté de la Presse et de l'Edition, un Front Populaire Contre la Famine ( membres de la 3ème force, catholiques, bouddhistes, Caodaï, Hoa Hao, dont le président est le vénérable Thich Tien ), une Organisation Populaire pour l'Exécution des Accords de Paris (intellectuels, professeurs, journalistes, religieux), une Force de Reconciliation Nationale ( bouddhistes, dirigée par Vu Van Nau). Pendant ce temps des réfugiés politiques de la 3ème force (notamment l'avocat Nguyen Long) tenaient une conférence de presse et les Forces Libres du Vietnam, auparavant basées en France, se réorganisaient à Saïgon.

Ces nouvelles oppositions s'avèrent très actives. Les principales manifestations de masse eurent lieu à Hué les 8, 15 et 17 septembre, regroupant 5000 manifestants à l'initiative des catholiques. D'autres eurent lieu à Nha Trang, Da Nang, Saïgon ( la dernière en date, dans la capitale, a réuni plusieurs milliers de personnes à l'appel des "journalistes mendicants" pour la liberté de presse.) La presse est entrée dans la lutte contre la corruption. Trois journaux ont pris l'initiative spectaculaire de publier un document s'attaquant directement à Thieu, l'Acte d'Accusation N° 1 ( ce sont le Dai Dan Toc, le Dien

Tin et le Song Thanh, trois autres journaux ayant renoncé à la dernière minute.) La police étant venue saisir les journaux, ils ont été massivement distribués à Saïgon ou symboliquement brûlés, puis l'Acte d'Accusation a été lu dans de nombreuses églises et réunions. Il accuse Thieu de tremper dans des scandales immobiliers, la spéculation sur la terre, le trafic d'engrais, le scandale de l'Hôpital pour le Peuple, le trafic de stupéfiants, l'organisation de la pénurie du riz. Parallèlement, le nombre de personnalités, députés, sénateurs, religieux... qui demandent la démission immédiate de Thieu croît rapidement.

Les oppositions sont, aujourd'hui plus qu'hier encore, hétérogènes politiquement et socialement. Le révérend père Hoang Quynh, qui stigmatise Thieu, est un réfugié du Nord, catholique violemment anti-communiste qui reproche au gouvernement actuel... d'être incapable de lutter efficacement contre "l'autre côté". "Il n'est pas question de coexistence pacifique avec les communistes" déclare à J. C. Pomonti le Père Tinh (Le Monde 11 octobre 1974). Il avait pourtant prêté son église en juin aux religieux qui ont signé le manifeste contre la corruption. Les prêtres radicaux (tel le père Chan Tin) sont probablement largement minoritaires.

Les sommets catholiques qui bougent actuellement restent étroitement liés au Vatican. Le mouvement bouddhiste An Quang (l'Association Bouddhiste Unifiée) reste profondément divisée. Mais cette crise de confiance qui secoue les milieux bourgeois saïgonnais reflète la profondeur de l'érosion qui mine le régime fantoche et, forçant Thieu à desserrer l'étau répressif, ouvre une brèche dans laquelle l'opposition révolutionnaire et populaire peut s'engouffrer. Les 5000 manifestants de Hué n'étaient certainement pas tous de bons catholiques fidèles à la hiérarchie réactionnaire !

## Le GRP

Le quotidien français Le Monde annonçait dans son numéro daté du 17 septembre, que Hanoi et le GRP étaient convaincus que les USA avaient décidé le renversement et le remplacement de Thieu. La réalité -- et les analyses du GRP -- sont probablement plus complexes. Il est certain que le problème du remplacement de Thieu se pose à Washington : sinon la droite catholique ne se mettrait pas en branle comme maintenant. Mais le Sud Vietnam n'est pas la Thaïlande ! On ne peut espérer un changement de régime aussi facile du fait même de l'existence du GRP. "On" est certainement à la recherche d'un nouveau cheval à enfourcher si Thieu décidément ne pouvait plus tenir. Mais le passage de pouvoir risque d'être si délicat qu'il est très probable que les USA vont soutenir un temps encore Thieu.

Cela fait déjà assez longtemps que le GRP fait du départ de Thieu une condition du déblocage de la situation. Nguyen Van Hieu, négociateur à Paris pour le GRP en 1973, déclarait à la Far Eastern Economic Review (N° du 8 juillet) : "Thieu et les américains veulent une confrontation militaire car Thieu ne peut rester au pouvoir qu'en utilisant la force et en réprimant toute opposition. La conclusion est donc évidente : l'application des Accords de Paris implique la chute de Thieu. Cependant, le principal obstacle à la paix est Washington."

Les révolutionnaires vietnamiens ne peuvent, en conséquence, qu'étudier avec intérêt l'évolution de la situation actuelle. Le GRP vient d'ailleurs d'appeler l'opposition à s'unir pour renverser Nguyen Van Thieu

et ses hommes". Le GRP et Hanoi n'en ont pas moins lancé une mise en garde sans équivoque. Le colonel Giang, porte-parole du GRP à Saïgon, a dénoncé le samedi 14 septembre, l'action de "saboteurs politiques" financés par la CIA pour "détourner le mouvement de colère des masses dans un sens favorable aux Etats-Unis," rappelant le précédent du renversement de Diem en 1963. Le même jour, le quotidien nord-vietnamien Nhan Dan faisait de même (4).

Pour lui les dirigeants d'opposition de droite n'entrent pas dans la composition de la 3ème force, qui doit rester "populaire!" mais manifestent la crise de la 1ère force (Saïgon.)

Cette situation éclaire à nouveau la nature de la politique de "concorde nationale" avancée par les combattants vietnamiens. Cette référence est dangereuse et condamnable, car elle tend à masquer l'opposition de classe irréductible qui interdit toute "réconciliation" entre le capital national, lié organiquement à l'impérialisme, et le prolétariat vietnamien. Et qui en dernière analyse explique la nature contradictoire des oppositions à Thieu. Mais cette politique n'empêche pas le GRP, depuis les Accords de Paris, de lutter pour sa reconnaissance comme seul et unique représentant du peuple vietnamien et pour le renversement révolutionnaire de tout régime fantoche, quelle qu'en soit la tête (5). Cette réalité ne s'exprime pas seulement dans la profondeur de la lutte sur le terrain et dans la nature sociale des zones libérées, mais aussi dans l'action diplomatique même poursuivie par le GRP. Lors de la préparation de la conférence qui devait se réunir à Alger du 5 au 8 septembre 1973, Sud Vietnam en Lutte (N° 210), l'organe du FNL, publiait un article sur deux pages, titré : "Le GRP unique représentant authentique de la population sud-vietnamienne." "L'Accord de Paris", écrivait la rédaction, "consacre cette situation que, en fait, coexistent deux administrations, deux armées, deux zones..."

Le régime Thieu "loin de s'appuyer sur les masses populaires, repose uniquement sur le dollar et le canon US. C'est pourquoi Saïgon est l'une des moins indépendantes des néo-colonies des USA,"

"Le GRP, lui, est né de la montée d'une lutte patriotique victorieuse... Son avènement fait suite à la formation de comités populaires d'auto-gestion en remplacement des comités locaux de l'administration saïgonnaise... Il défend les intérêts supérieurs de la population sud-vietnamienne, ses droits nationaux fondamentaux, ainsi que son auto-détermination."

C'est cette même politique qui fait demander au GRP sa reconnaissance par les gouvernements (les derniers en date à l'avoir fait sont les Malgaches et les Mauriciens), par les organismes internationaux, et qui lui a fait déclarer, le jeudi 20 août à La Celle Saint Cloud, que tous les accords de prospections pétrolières conclus avec les firmes multinationales par Saïgon étaient nuls et sans valeur.

## L'ensemble indo-chinois

La signature des Accords de Paris a marqué une rupture dans la situation au Vietnam, qui a eu pour conséquence essentielle de mettre au premier plan le problème de la lutte révolutionnaire dans les villes comme phase ultime du renversement révolutionnaire du régime fantoche. Elle a en effet conclu l'échec stratégique de l'escalade militaire directe impérialiste sur l'Indochine.

La seule chance sérieuse du régime Thieu aurait été l'organisation d'une aide multinationale sans précédent qui aurait transformé les bases économiques et sociales de son pouvoir. Cela n'aura pas été le cas. Et le gouvernement US ne pourra la remplacer à lui seul. Gabriel Kolko l'a bien compris qui écrit dans le Monde Diplomatique de septembre 74, au lendemain de la démission de Nixon, qu' "à la crise de Saïgon s'ajoute désormais celle de Washington. La guerre du Proche-Orient, les aléas de l'économie mondiale et la grave détérioration de la "détente" ont imposé de nouvelles priorités à la politique étrangère des Etats-Unis. Malgré qu'il en ait, Washington ne peut sacrifier ses intérêts les plus fondamentaux en d'autres points du globe pour tenter de renverser un équilibre de forces de plus en plus défavorable au Vietnam du Sud, qui doit aboutir à une victoire du GRP dans un avenir relativement proche pour un conflit qui dure depuis 30 ans."

Mais la tâche des révolutionnaires vietnamiens n'en est pas simple pour autant, loin de là ! La situation vietnamienne d'après les Accords de Paris est en effet caractérisée par un résultat contradictoire de l'escalade antérieure et de la politique de "vietnamisation". La résistance de la population, du FNL, du GRP a épuisé les ressources et les politiques d'intervention impérialiste. Et les perspectives stratégiques sont effectivement favorables. Il n'empêche que les USA ont réussi, au prix d'une aide et d'une escalade démesurée, à créer un pouvoir à Saïgon qui ne pouvait s'écrouler de lui-même tant que le poumon artificiel de l'afflux de dollars continue à fonctionner. Trop d'intérêts sociaux et politiques, trop de dépendances à l'égard des USA ont été créés pour que le régime fantoche perde toute racine avec le départ du dernier G.I. Une armée et une police trop considérables ont été bâties pour que la population puisse se soulever avant que leur décomposition ne soit bien avancée. La destruction de la société saïgonnaise a été trop profonde pour qu'elle ne donne pas naissance à des courants sociaux-politiques hétérogènes et ne réclame pas une profonde recomposition du travail révolutionnaire clandestin pour être organisé en vue de l'insurrection. Et les zones libérées ont été trop frappées pour ne pas demander beaucoup de temps pour se reconstruire.

C'est pourquoi la situation au Sud Vietnam s'est caractérisée et continue à se caractériser par un glissement favorable mais progressif du rapport de force au cours d'une lutte qui reste prolongée. Et cette situation rejaillit sur l'évolution d'ensemble en Indochine.

Le FUNK est indubitablement en position de force au Cambodge. La gloire de Lon Nol est d'exister encore. Les zones libérées ont atteint une extension sans précédent et l'opposition urbaine s'est manifestée comme nulle part ailleurs lors des manifestations étudiantes, lycéennes et populaires de mai-juin (qui ont vu l'assassinat, peut-être bien du fait de Lon Nol, du ministre de l'Education nationale et de son adjoint alors qu'ils étaient séquestrés par les étudiants.) Le GRUNK va peut-être entrer à l'ONU lors de la session actuelle après avoir obtenu une majorité possible de votes contre le gouvernement fantoche. Il n'empêche que les offensives et soulèvements finaux se voient reporter à plus tard.

Au Laos, le rapport de forces réelle entre la droite et le Pathet Lao a été illustré après le départ du Premier ministre du gouvernement d'Union Nationale, Souvanna Phouma, pour la France, pour se faire soigner du coeur. C'est en effet Phoumi Vongvichit, dirigeant du Pathet Lao, qui s'est vu prendre la succession à la

tête du gouvernement -- Souphanouvong, autre dirigeant du Pathet Lao restant à la tête du Conseil National. Il n'empêche que la révolution prend dans ce petit royaume d'Indochine une voie "détournée."

Dans chaque cas, des facteurs particuliers (tels le poids du Sihanoukisme et la jeunesse du FUNK au Cambodge et la faiblesse de la dynamique nationale et sociale au Laos) pèsent -- ainsi que l'orientation de Partis communistes qui ont été formés à l'école stalinienne de 1930 et qui n'ont opéré qu'une rupture trop empirique avec la bureaucratie soviétique (6). Mais la révolution indochinoise forme aussi un tout dont la clé est le Sud Vietnam, où la révolution sud-vietnamienne a partiellement imposé ses rythmes.

Cela est même vrai de la République Démocratique du Vietnam du Nord. Les difficultés de la reconstruction après les terribles destructions de l'escalade américaine sont profondément aggravées par la nécessité de participer à la poursuite de la lutte révolutionnaire au Sud-Vietnam et en Indochine. Cela se reflète par la tension politique qui s'est manifestée depuis la signature des Accords : le Nhan Dan publiait le 12 mars dernier une résolution du Bureau Politique du Parti des Travailleurs du Vietnam, adoptée un mois plus tôt, sur le problème de la qualification technique et des phénomènes de bureaucratiation, accompagnée de trois articles de Le Duan (secrétaire général du Parti des Travailleurs) (7). Cette question a donné lieu à plusieurs articles depuis. De très importantes réformes économiques, notamment dans le domaine agricole, ont été entreprises et semblent être contestées par certains. Et Le Monde du 4 octobre annonce que, selon la revue théorique de Hanoi Hoc Tap : "deux courants s'opposent en RDVN, et les effets de ce phénomène, produits 'par la pensée petite-bourgeoise opportuniste et impérialiste', se font sentir..." et qu'une résistance est "opposée par certains à la notion de lutte des classes au Nord et à la théorie selon laquelle les combats au Sud sont à la fois le reflet d'une guerre de libération et d'une lutte des classes."

Les résultats de la "vietnamisation", les rythmes inégaux de la révolution indochinoise, l'isolement relatif à l'échelle internationale de l'Indochine -- et l'isolement particulier du PC Vietnamien au sein du mouvement communiste mondial après le tournant de la diplomatie chinoise -- font que les combattants indochinois sont à la tête d'une lutte qui reste ardue. Mais qui s'approche d'un nouveau tournant qui devrait être marqué par la chute du régime de Lon Nol, l'ouverture d'une crise aiguë du régime de Thieu ou une défaite majeure de l'armée saïgonnaise. Peut-être lors de la prochaine saison sèche, celle de l'hiver-printemps 1974-75.

Aux militants anti-impérialistes et révolutionnaires dans le monde de réaffirmer aujourd'hui leur solidarité avec les peuples d'Indochine dans leur lutte pour la reconnaissance du GRUNK et du GRP, la libération des prisonniers politiques, l'arrêt de toute aide US ou multinationale aux régimes fantoches, pour être prêts à agir avec eux pour la victoire finale de la révolution socialiste indochinoise.

12 octobre 1974

Pierre ROUSSET

## NOTES

- (1) Voir Le Monde du 30/8/74 qui cite le quotidien du PC (Nhan Dan) et le journal de l'armée (Quan Doi Nhan Dan)
- (2) Voir Peter Collins, Far Eastern Economic Review du 30 août 74

- (3) Voir Gabriel Kolko dans Le Monde Diplomatique de septembre 1974.
- (4) Voir Le Monde du 17 septembre 1974.
- (5) Voir aussi la résolution du Comité Exécutif International de la Quatrième Internationale de décembre 1972, publiée dans la revue Quatrième Internationale, N° 6, Mars/Avril 1973.
- (6) Voir sur le Cambodge, Quatrième Internationale, N° 7/8, mai/août 1973 (La révolution

cambodgienne et le Sihanoukisme) et sur le Laos, INPRECOR N° 4.

- (7) Voir sur cette question, ROUGE (hebdomadaire trotskyste français) du 15 juin 1972 (Le Danger Bureaucratique) et Quatrième Internationale N° 14 du 15 avril/15 mai 1973 (Le Parti Communiste et l'UP au Chili).

## CHINE

# derrière la campagne

## pi-lin pi-kung

Mao et Lin Piao au temps où celui-ci était le "plus proche compagnon d'arme"...



L'article que nous publions ci-dessous est paru en chinois dans une revue marxiste-révolutionnaire publiée à Hong-Kong. L'article traite d'un aspect souvent sous-estimé dans les analyses de la réalité sociale et politique de la République Populaire de Chine.

En Union Soviétique, la base des privilèges matériels de la bureaucratie se trouve dans la gestion des grandes entreprises, avant tout industrielles. L'éventail des salaires-rémunérations largement ouvert, un système compliqué de primes, la libre disposition du "fonds du directeur" ou du "fonds de l'entreprise", des avantages en nature considérables attachés aux "postes de commande" dans l'économie (voitures, maisons de campagne, villas de vacances, permissions de voyages à l'étranger, etc.) donnent au bureaucrate soviétique un niveau de vie complètement détaché de celui des larges masses.

En République Populaire de Chine, pays encore essentiellement agricole, les bases industrielles des privilèges de la bureaucratie sont beaucoup plus étroites. L'éventail des salaires a en outre été réduit au cours de la "révolution culturelle". Dans ces conditions c'est surtout l'abus de pouvoir politique et administratif --

c'est-à-dire la corruption -- qui fournit la base des privilèges matériels de la bureaucratie.

Les témoignages à ce propos ne manquent pas. Citons-en deux qui devraient faire autorité... même aux yeux des maoïstes impénitents dans les pays capitalistes.

Feu Edgar Snow, ami personnel de Mao Tse-toung, rapporte ce qui suit dans son ouvrage "Red China Today -- The Other Side of the River" (d'abord publié en 1961 puis réédité avec de nombreuses ajoutes en 1970) :

"Après la distribution des terres, de nombreux cadres s'avéraient être devenus des paysans riches, exploitèrent des travailleurs salariés ' sous le prétexte d'entre-aide', refusèrent eux-mêmes de s'affilier à des groupes d'entre-aide ou des coopératives, ne travaillèrent que pour le gain privé, et utilisèrent leurs positions pour s'emparer du contrôle des coopératives et gagner de l'argent, quelque fois même au moyen de l'usure." (Pelican Edition, 1970, p. 342)

Mao Tse-toung lui-même, dans son Discours sur des Questions Philosophiques, prononcé au cours de la Révolution Culturelle, le 18 août 1964, affirma de manière encore plus nette :

" Dans notre Etat , approximativement un tiers du pouvoir est dans les mains de l'ennemi ou des sympathisants de l'ennemi. Nous sommes en marche depuis 15 ans et nous contrôlons maintenant deux-tiers du pouvoir. A présent, vous pouvez acheter un secrétaire de section ( du parti) pour quelques paquets de cigarettes, sans même mentionner le fait que vous pouvez lui donner votre fille pour épouse. "

(Mao Tse-toung unrehearsed - Talks and Letters 1956-1971 - edited and introduced by Stuart Schramm, Penguin Books, 1974.)

L'année dernière la revue théorique du P. C. chinois, le Drapeau Rouge, publia d'ailleurs un article intitulé "Arrêtez la corruption, ne vous laissez pas contaminer", dans lequel les "restes" de propriétaires fonciers, de la bourgeoisie, sont rendus responsables de tenter d'étendre la corruption en Chine. L'article admet cependant qu'une partie des cadres au pouvoir étaient coupables des mêmes pratiques, et la revue Far Eastern Economic Review signale, dans son numéro du 6 septembre, de nombreux exemples de corruption révélés au cours de la campagne Pi-Lin, Pi-

Kun; notamment achat et vente de vêtements au marché noir, falsification de tickets de rationnement alimentaire, falsification des points de travail dans les communes populaires, trafic des matériaux de construction, falsification des statistiques des récoltes, abus de pouvoir et extorsion de fonds par des fonctionnaires, etc.

Néanmoins, ce phénomène doit être considéré à la lumière de l'énorme progrès historique que représente la troisième révolution chinoise, qui vient juste de célébrer son 25ème anniversaire. L'instauration de la dictature du prolétariat en Chine fut déformée bureaucratiquement dès son origine, étant donné l'absence d'exercice direct du pouvoir par les masses travailleuses dans ce pays gigantesque. Cet acquis n'est pas définitivement consolidé et la route vers la construction du socialisme n'est pas définitivement dégagée -- ceci est confirmé par la révolution culturelle et la campagne Pi-Lin Pi-Kun. Il faut pour cela un pouvoir exercé par les travailleurs et les paysans pauvres à travers des organes de type soviétiques (conseils ouvriers et communes populaires démocratiquement élus.)

INPRECOR

Nous essaierons tout d'abord de voir pourquoi les campagnes anti-Lin et anti-Confucius ont été liées ensemble.

Lin Piao était un "simple soldat". D'après la description la plus récente que donnent les maoïstes de cet ancien "proche compagnon d'arme de Mao", on apprend qu'il " ne lisait ni livres ni journaux, qu'il ignorait tout du marxisme-léninisme et de l'ancienne culture chinoise. " D'après nous, cette critique est assez juste. Mais pourquoi déguiser soudain un militaire comme Lin en disciple de Confucius ? Comment, soudainement, Lin en vint-il à vénérer Confucius et aussi à vouloir opposer à la pensée de Mao les enseignements de Confucius et Mencius, dans le cadre d'un complot visant à "restaurer le capitalisme?" Il est évident, d'après les déclarations contradictoires des maoïstes eux-mêmes, que la raison pour laquelle Lin et Confucius sont attaqués ensemble n'est pas que Lin soit un "disciple de Confucius et de Mencius". Alors, quelle est l'explication ?

On doit rechercher la véritable explication dans le programme anti-maoïste de la fraction de Lin Piao, la soi-disant "Esquisse de Projet 571" (1). La seconde partie du document contient le passage suivant : " Il (Mao) profite actuellement de la confiance et du statut qui lui sont accordés par le peuple chinois pour aller à l'encontre du sens de l'histoire. En fait, il est déjà devenu un Ch'in Shih Huang ti moderne (2)... Il n'est pas un véritable marxiste. Il est le plus grand tyran de l'histoire de la Chine. Il suit les enseignements de Mencius et Confucius et utilise les méthodes de Ch'in Shih Huang ti. "

Il apparaît évident, après la lecture de ce passage, pourquoi les maoïstes voulaient faire de la clique de Lin Piao des disciples de Confucius, pourquoi ils "suivirent les Légalistes et s'opposèrent à Confucius" (3), et pourquoi ils réouvrirent la "question de Ch'in Shih Huang. "

Leur campagne visant à lier Lin et Confucius représente simplement une adaptation moderne du vieux

tour chinois qui consiste à pendre un homme avec sa propre corde. Ou pour parler plus crûment, A dit à B : " Tu es une putain !", et B répond : "Non je ne suis pas une putain, c'est toi qui en est une!" Cependant, les "observateurs de la Chine" se sont arrangés une fois de plus pour prendre le bâton par le mauvais bout. Dès qu'ils entendirent parler de Confucius, ils commencèrent à penser à Duc Chou (4). De Duc Chou ils sont passés à Chou En lai, qui est supposé être un descendant de la dynastie des Chou. Ils en ont donc conclu que la campagne "critiquer Confucius" visait en fait Chou En lai, ce qui est une explication un peu tirée par les cheveux.

En réalité il n'est pas du tout difficile de voir à qui, des deux hommes -- Mao ou Lin Piao -- , l'épithète de "disciple de Mencius et Confucius" convient le mieux. De quel point de vue que l'on aborde la question -- à partir de la profondeur de leur connaissance des enseignements de Confucius, ou du point de vue de leur adoption pratique de ces enseignements -- il n'y a absolument aucune comparaison entre les deux. Nous avons déjà souligné, dans une étude de la pensée de Mao et de ses activités une fois devenu révolutionnaire (5), que l'une des trois principales composantes de l'idéologie maoïste était le confucianisme. Il ne s'agit pas par là de dénigrer Mao. Il s'agit d'un fait et d'un fait particulièrement frappant. En ce qui concerne Lin Piao il se peut bien qu'il ait cité une ou deux phrases bien connues de Confucius pour montrer qu'il avait de la culture, mais il ne faisait que répéter bêtement -- en fait, il était totalement ignare.

La critique de Mao contenue dans le programme anti-maoïste de la fraction de Lin était un résumé particulièrement bon du caractère et de la conduite de Mao. Il est très peu probable que Lin Piao l'ait élaborée -- elle a probablement été écrite par Chen Po ta, qui fut le secrétaire privé de Mao durant de nombreuses décades.

L'attaque fut certainement efficace et laissa Mao pan-tois. Il contre-attaqua immédiatement sur trois fronts.

Tout d'abord, il déclara que Lin Piao, et non lui, était le véritable disciple de Confucius. Il affirma ensuite que sa connaissance du marxisme était très profonde et non pas superficielle. Et, finalement, il déclara que les activités de Ch'in Shih huang ti, y compris les autodafés de livres et le fait qu'il enterrait vivants les élèves de Confucius, étaient non seulement non réactionnaires, mais progressistes.

Tel est le point de départ de la campagne "critiquer Lin, critiquer Confucius" et du mot d'ordre "renverser Confucius, soutenir Ch'in Shih huang ti."

## Replacer cette campagne dans son contexte

Est-ce là tout ce qu'il y a derrière l'histoire de la campagne anti-Confucius, anti-Lin ? Est-ce sa seule signification ? Certainement pas. Tirer une telle conclusion serait certainement un jugement superficiel et erroné.

Ce que nous avons souligné ci-dessus n'était que la cause immédiate de la liaison entre Lin et Confucius. Mais, maintenant, les maoïstes se sont emparés de cette campagne pour lancer une nouvelle attaque contre la "boutique de Confucius". ( Je dis une "nouvelle" attaque, parce qu'elle avait déjà été attaquée par le Mouvement du 4 mai 1919). Les raisons de cette attaque sont bien plus profondes et trouvent leurs racines dans les contradictions sociales et politiques qui caractérisent la Chine d'aujourd'hui.

Ces contradictions -- internationales et intérieures -- sont extrêmement complexes et nous n'avons pas l'intention de les analyser en détail dans cet article. Nous nous concentrerons sur un aspect : la contradiction entre le nouveau système et la vieille idéologie.

La Chine est un pays arriéré, bien que la révolution y ait triomphé il y a 25 ans, et bien que le nouveau système politique ait réalisé des progrès considérables sur la voie de la modernisation. Malgré tout cela, la Chine reste arriérée, du point de vue politique, économique, social et culturel. Et, de plus, toutes les manifestations de cette arriération sont, sans exception, liées directement ou indirectement à l'idéologie traditionnelle du confucianisme. En bref, la tendance à "placer son intérêt propre avant l'intérêt commun", à "placer ses parents avant les étrangers", toute la question de la parenté par le sang, par le mariage, des liens locaux, etc., et le favoritisme et la corruption que cela entraîne -- tous ces défauts, en tout cas en ce qui concerne leur source idéologique, remontent à la théorie du clan de Confucius. Tout gouvernement révolutionnaire qui entend réaliser des changements fondamentaux dans les sphères sociales et économiques doit, en conséquence, lutter simultanément pour renverser la "boutique de Confucius". Sinon, il rencontrera non seulement de grandes difficultés dans les différents domaines de la construction socialiste, mais ses efforts visant à moderniser l'Etat rencontreront de graves obstacles et seront probablement complètement annulés.

Un des maux les plus sérieux de la Chine est la corruption. Etant donné la stagnation prolongée des forces productives en Chine, il y a longtemps que la corruption est devenue une tumeur mortelle sur le corps de la politique chinoise. Donnons un exemple récent : une des raisons importantes de l'effondrement étonnant rapide du Kuomintang après la conclusion victorieuse de la guerre anti-japonaise fut, entre autres

choses, le fait qu'il était pourri par la corruption de la tête aux pieds. Et un des problèmes importants auxquels le Parti Communiste dut répondre dans sa lutte pour la victoire, fut comment empêcher l'apparition de la corruption dans la nouvelle administration. Bien que les différents mouvements lancés depuis l'établissement du nouveau régime -- le San Fan, le Wu Fan et le Si Qing jusqu'à la révolution culturelle -- ne visaient pas exclusivement la lutte contre la corruption, ce thème était néanmoins commun à tous. Les racines objectives de la théorie de "révolution ininterrompue" et de "révolution permanente" de Mao et son insistance sur le fait qu'il fallait une révolution culturelle à intervalles réguliers, doivent être recherchées dans l'épidémie chronique et traditionnelle qu'est la corruption en Chine. Même si Mao agit uniquement pour défendre ses intérêts et ceux d'une petite clique au sein du parti, plutôt que dans les intérêts de la révolution chinoise, il est quand même obligé de mener une lutte permanente contre la corruption dans le parti et dans l'appareil administratif. Sinon, si l'on voit le précédent du Kuomintang, le régime communiste aurait pu s'effondrer après une décennie.

En ce qui concerne la lutte contre la corruption et la révolution culturelle, nous n'entendons pas, dans cet article, énoncer les côtés positifs et négatifs et tirer un bilan de ses succès et de ses échecs. Mais nous aimerions souligner ceci : au cours de cette puissante campagne, certains éléments totalement corrompus furent obligés de battre un peu en retraite et certains privilèges bureaucratiques furent attaqués, entraînant des réductions de la différence des salaires, etc. Mais depuis lors, les véritables mouvements de masse qui s'étaient développés durant la révolution culturelle ont été éliminés et des soi-disant éléments "ultra-gauches" et "anarchistes" ont subi une sévère chasse aux sorcières. Une "normalisation graduelle" a eu lieu dans la politique intérieure et internationale, et on a connu 2 à 3 ans de "paix". En conséquence, le virus de la corruption, qui fut temporairement contrôlé mais pas éliminé, s'est à nouveau généralisé et aggravé. Il est évident que nous n'avons pas encore d'éléments précis pour montrer avec quelle rapidité le phénomène de la corruption a réussi à se rétablir, comment la mentalité négligée et corrompue s'est réaffirmée, et dans quel mesure le virus de la bureaucratisme s'est aggravé dans le parti et dans les organes de l'Etat en Chine.

Le parti communiste chinois ne fournit pas de données précises sur ce genre de choses. Mais à partir des rapports fournis par des enquêtes officielles confidentielles, il est possible d'établir les faits suivants : la réinstallation d'un nombre important de vieux bureaucrates dans le parti et les organes de l'Etat; le regain d'activité dans le gouvernement et d'autres cercles d'éléments bourgeois "éclairés"; de nombreux exemples de retour "par la porte de service" dans les institutions de l'enseignement ( mais évidemment pas limités à celles-ci); l'élargissement des différences de salaires dans l'industrie minière; la réapparition des vieilles habitudes et coutumes (particulièrement en ce qui concerne le mariage) dans les villages, etc. Tous ces symptômes montrent inévitablement que la menace traditionnelle de la société chinoise -- la corruption -- opère de nouveau.

Même si ce ne fut que par instinct de conservation, Mao et sa clique furent obligés de stimuler un autre mouvement afin de contrecarrer ces tendances. Ce besoin objectif était étroitement lié à la volonté de Mao de "renfoncer le chapeau de Confucius" sur la tête de Lin Piao et de ses amis. L'étiquette "critique Confu-

cius" a donc été ajoutée au mouvement "Opposition aux Quatre Vieux" (7) issu de la campagne "Critiquez Lin."

## Une campagne mi-vraie, mi-truquée

Cela signifie-t-il que le mouvement "Critiquez Confucius" soit totalement truqué ? Absolument pas. Pour être plus précis, il s'agit d'une campagne à moitié vraie et à moitié truquée. Le côté vrai de la campagne découle du fait que Mao est obligé de reconnaître les contradictions frappantes entre l'idéologie confucianiste et les besoins modernes de la Chine, sans parler des besoins d'une révolution communiste. En tant que révolutionnaire, Mao est évidemment un sincère anti-confucianiste. Le côté truqué de la campagne trouve son fondement dans les deux faits suivants : 1- le "premier amour" idéologique de Mao était confucianiste. Ce penchant particulier a sombré dans son sub-conscient et y a plongé des racines solides. Comme nous l'avons souligné dans notre livre à ce sujet, bien que le confucianisme original de Mao fut conscientement nié et rejeté, il maintient une emprise ferme sur sa pensée et continue à jouer un rôle important dans cette pensée. 2- La compréhension qu'a Mao du marxisme est non seulement superficielle, mais est marquée par le révisionnisme stalinien. Elle a rejeté l'esprit révolutionnaire du marxisme et la substance de la démocratie ouvrière et les a remplacé par un contenu totalitaire et bureaucratique, qui est même dans un certain sens contre-révolutionnaire.

C'est pour ces deux raisons que l'anti-confucianisme de Mao finira dans une campagne complètement truquée. Comme Mao a constamment proposé et imposé un tel système despotique et bureaucratique, ses paroles et ses actions faussement marxistes correspondent en réalité aux théories hiérarchiques réactionnaires de Confucius; en réalité elles défendent et donnent toute liberté de développement à un des aspects les plus réactionnaires de la théorie de Confucius.

Le fait que Mao exalte l'école Légaliste et Ch'in Shih Huang ti en même temps que la "critique de Confucius" montre qu'il est en réalité un partisan de Confucius. Il n'est pas possible de discuter de la lutte entre le confucianisme et le Légalisme dans cet article, ou de discuter de nos divergences avec les maoïstes sur l'interprétation de l'histoire de la Chine. Soulignons simplement que les maoïstes ont raison quand ils affirment que les écoles confucianiste et légaliste ont joué respectivement un rôle réactionnaire et progressiste (8). Mais toute l'histoire de la Chine montre en réalité que les origines différentes des deux écoles n'ont absolument aucune signification. Tout le monde sait que depuis le règne de Han Wu ti (140-86 av. J. C.) la formule qui disait que chaque dynastie a "guidé le peuple" était, comme l'a souligné un célèbre penseur de la dynastie Ch'ing ( Wang Ching) "confucianiste à l'extérieur et légaliste à l'intérieur." A la surface ils exhibaient leur "gouvernement humanitaire" confucéen. En réalité, ils imposèrent les méthodes despotiques de Ch'in Shih Huang ti. Les deux écoles gravitaient autour l'une de l'autre et n'étaient plus des pôles opposés. Du point de vue de la masse du peuple, la seule différence entre le confucianisme et le légalisme était que l'un prétendait être bienfaiteur et l'autre pas. En réalité, les deux étaient despotiques. Il est vrai que l'un était ouvert sur sa nature et l'autre était hypocrite, mais il est impossible de les diviser en des écoles "progressiste" et "réactionnaire". Plus Mao "critique Confucius" dans ce sens et plus l'accusation de "confucianisme" de Lin Piao devient crédible.

## Monter aux arbres pour attraper des poissons ?

Si Mao entend détruire les "Quatre Vieux" et empêcher la totale dégénérescence et corruption du parti et des organes de l'Etat par ce type de campagne "critiquez Confucius", il sera profondément déçu. Parce que cela revient à grimper aux arbres pour attraper des poissons. Non seulement une telle campagne ne détruira pas les Quatre Vieux, mais elle aura certainement tendance à devenir contre-productive. Dans la Chine actuelle, toutes les tendances de l'opinion publique, à tous les niveaux de la société, sont pour la majeure partie nourries par le mouvement continu de campagnes après campagnes dans le processus de la soi-disant "révolution permanente" de Mao. Ce ne sont pas seulement les "mauvais éléments" droitiers qui pâlisent chaque fois qu'ils entendent le mot "campagne" ou commencent à palpiter dès qu'ils voient le lancement d'une "lutte". Même les masses laborieuses ouvrières et paysannes, qui sont profondément mécontentes de toutes les formes de domination bureaucratique, vivent dans la crainte de campagnes de ce type. Plus de 20 ans d'expérience leur ont appris qu'il ne faut jamais juger les campagnes sur leur apparence, et qu'elles se développent toujours différemment en pratique de ce qui avait été annoncé. Elles arrivent certainement à tuer quelques mouches ou même à renverser un ou deux tigres, mais à la fin les assassins finissent toujours dans la même situation que les mouches, et parfois pire même ! Et le renversement des petits tigres se fait toujours en faveur des gros tigres. Les campagnes ne sont pas totalement sans avantages pour les masses ouvrières et paysannes. Mais quand elles sont terminées, rien n'a vraiment changé, elles souffrent des mêmes privations. La Grande Révolution Culturelle Proletarienne fut particulièrement décevante. Elle n'a soulevé les espoirs des masses que pour mieux les écraser. Elle se termina par la persécution des véritables révolutionnaires. A partir de maintenant les masses ont toutes les raisons de considérer les campagnes et les mouvements de Mao comme des pièges humains potentiels.

Evidemment la campagne "Opposition aux Quatre Vieux" est en elle-même très nécessaire. Toute idéologie corrompue et coutume dépassée qui se cachent derrière Confucius doivent être éliminées. Mais, afin de faire cela de façon efficace, Mao devrait pour le moins suivre ses propres conseils et être "ouvert" au lieu de "conspirer et d'intriguer derrière les portes fermées." Il devrait cesser de traiter les ouvriers et les paysans comme des "idiots" ou comme de simples "instruments" entre les mains d'un dirigeant "omni-potent et tout-puissant", comme des pions que l'on utilise dans des luttes pour le pouvoir entre les murs de la ville interdite de Pékin.

En conséquence, si Mao et les dirigeants du PC étaient sincères dans leur désir de liquider les maux traditionnels de la société chinoise, la première mesure à prendre serait de transférer le pouvoir politique aux masses ouvrières et paysannes. Ils mettraient en place un large système de démocratie socialiste, sous le véritable contrôle politique et la supervision des masses dans les villes et les villages. En d'autres termes, ils établiraient un système de soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats, comme ceux qui existaient en Union Soviétique du temps de Lénine. Ils permettraient aux masses d'exercer le pouvoir de bas en haut. Ce serait la meilleure façon de balayer les vieilles pensées et les vieilles institutions dans tous les domaines par l'action consciente et collective des masses et dans un processus de mise en place de nouvelles méthodes de penser et de nouvelles institutions.

Ainsi la véritable victoire de la campagne "critiquez Lin, critiquez Confucius" serait inséparable de la lutte contre les tendances non marxistes de Mao vers le confucianisme et le légalisme et de la lutte des ouvriers et des paysans chinois contre la bureaucratie.

W. H. F.

#### NOTES

- (1) Lus avec des intonations différentes les mots chinois signifiant 571 peuvent vouloir dire "soulèvement armé" (note du traducteur)
- (2) Empereur de Ch'in (255-209 av. J. C.) qui unifia la Chine. Son court règne fut marqué par une domination impitoyable.
- (3) Les Légalistes représentaient une école de pensée anti-confucianiste qui n'acceptait aucune autorité exceptée celle du dirigeant.
- (4) Un des "hommes moralement supérieurs" de Confucius et fondateur de la dynastie des Chou.
- (5) Une Analyse de la Pensée de Mao Tse tung, Hong Kong, 1973.
- (6) San Fan : campagne contre la corruption, le gâchis et la bureaucratie; Wu Fan : campagne contre la corruption, la fraude fiscale, le vol de la propriété d'Etat, le bâclage du travail et le vol de matériel, et le vol d'informations économiques d'Etat. Si Qing : Quatre Propres, campagne dans laquelle on demanda aux masses et aux cadres inférieurs

de donner des jugements propres sur leurs positions politiques et idéologiques, sur leurs origines familiales et leur situation financière.

- (7) Quatre Vieilles : vieille pensée, vieille culture, vieilles coutumes et vieilles habitudes.
- (8) La théorie actuelle de "Soutenez le légalisme, critiquez le confucianisme" se fonde entièrement sur deux présuppositions : (1) que le passage de la période de printemps et d'automne (722-481 av. J. C.) à la période des Etats Warring (403-221 av. J. C.) représente dans l'histoire chinoise le passage d'un système esclavagiste à un système féodal. (2) Que les confucianistes représentaient les anciens propriétaires d'esclaves tandis que les légalistes représentaient les nouveaux propriétaires féodaux. Mais ces deux présuppositions seraient très difficile à argumenter et sont, pour le moins, discutables. Tout d'abord, il n'est pas marxiste de plaquer sur l'histoire chinoise les mêmes étapes de développement que l'histoire de l'Europe occidentale. Marx reconnaissait que les Etats asiatiques avaient leurs propres particularités historiques. De plus, considérer le système autocratique et centralisateur de la dynastie des Ch'in comme un modèle d'Etat féodal (comme le Moyen Age dans les pays européens) est à la fois faux du point de vue des faits et non marxiste. Mais cette question est trop complexe pour être débattue dans ce court article. Nous espérons pouvoir lui accorder une étude plus complète prochainement.

## la nouvelle campagne de dazibaos

La nouvelle campagne de dazibao (grands journaux muraux) qui a commencé à Pékin le 13 juin 1974, après que le camarade W. H. F. ait écrit son article, confirme totalement son analyse. Cette campagne avait commencé plus tôt dans les provinces, par exemple à Kunming (province du Yunnan) où les correspondants de presse britanniques qui accompagnaient le dirigeant conservateur Heath au cours de sa visite en Chine, trouvèrent de nombreuses inscriptions dénonçant les bureaucrates locaux (voir *The Economist*, 22 juin 1974.) Il semble qu'une directive du Comité

Central du PC chinois, publiée le 18 mai dernier, ait de nouveau autorisé les critiques publiques des bureaucrates qui avaient été arrêtées après le frein brusque mis par Mao à la "révolution culturelle."

Il est assez significatif de voir qu'un des points soulevés par les dazibao est précisément la répression brutale des représentants les plus radicaux du mouvement des Gardes Rouges à la fin de la révolution culturelle. Les affiches accusent non seulement Mao ou Chou En lai, mais également Lin Piao d'être res-



ponsables de cette répression. Les datzibao qui apparurent à Pékin le 13 juin, accusent des membres du "comité révolutionnaire municipal" d'avoir purgé tous ses représentants ouvriers sauf un et d'avoir arraché 89 affiches de protestation qui avaient été collées dans les immeubles.

D'après le correspondant à Pékin du Times de Londres (The Times, 20 juin 1974), la plupart des affiches qui apparurent dans les jours suivants soulevaient le même problème de la liquidation et du renvoi des "militants ouvriers" de la "révolution culturelle" de tous les postes de responsabilité. Un autre point soulevé par les datzibao était l'augmentation des avantages matériels pour les principaux bureaucrates, parfois sous la forme de niveau de vie excessif, ou en essayant d'échapper à des mesures censées s'appliquer à tous les citoyens chinois. De hauts dirigeants du parti ont été accusés d'avoir fait exempter leurs fils et leurs filles du mouvement général de départ des villes vers la campagne.

Ces accusations lancées par les affiches murales confirment ce que les marxistes-révolutionnaires répètent depuis des années : que beaucoup des revendications les plus radicales mises en avant par les Gardes Rouges (jeunes radicalisés) et les "rebelles révolutionnaires" (ouvriers radicalisés) au cours de la révolution culturelle, et qui furent partiellement satisfaites par la fraction de Mao sous la pression des masses, ont été reprises à la fin de la révolution culturelle. Ceci fut suivi par un nouvel accroissement du poids et du pouvoir de la bureaucratie. La nouvelle lutte politique en Chine reflète à la fois le mécontentement croissant parmi les masses face à cet état de choses et des nouvelles manoeuvres et regroupements fractionnels au sein de la bureaucratie.

Une des principales cibles de la campagne anti-Lin, anti-Confucius est l'ancien chef de l'Armée Populaire de Libération, Huang Yong-sheng, qui est soupçonné d'avoir été le principal allié de Lin Piao dans sa conspiration de 1971. A Canton, la campagne anti-Lin anti-Confucius a pris la forme d'une campagne anti-Huang (Le Monde, 16 août 1974). Certains observateurs ont conclu, trop hâtivement, que toute la campagne était dirigée contre les partisans "cachés" de Lin (ou d'autres opposants de Mao) au sein de l'armée, qui pourraient vouloir se venger de la réduction de l'influence de la direction militaire depuis 1971 et de la réorganisation générale des directions militaires régionales au début de 1974.

Cependant cette affirmation est contredite par la réapparition sensationnelle de nombreux vieux dirigeants de l'Armée au centre de la scène politique, parmi lesquels Yang Cheng wu, ancien chef d'Etat-major de l'Armée Populaire de Libération, vidé en 1968, au sommet de la révolution culturelle. D'après News-

week du 12 août 1974, au cours de l'anniversaire de l'Armée Populaire de Libération en 1974, 19 généraux purgés durant la révolution culturelle ont fait leur première apparition publique à Pékin depuis des années. Cette tendance pourrait être interprétée dans un double sens : tout d'abord comme une extension des réhabilitations des anciens cadres droitiers qui s'étaient accélérées depuis que Teng Hsiao ping, ancien secrétaire général du PCC et principal 'lieutenant' de l'ennemi Liu Shao shi a été nommé au poste de vice-premier Ministre et de principal architecte de la politique étrangère de Pékin; et, deuxièmement, comme un rappel aux éléments radicalisés que, cette fois-ci, contrairement à 1966-68, Mao et les couches supérieures de la bureaucratie chinoise ont décidé fermement de ne permettre aucun débordement des mobilisations de masse.

Il est vrai que des rapports sur le fait que d'importants heurts avaient lieu entre manifestants et les forces de police dans la province de Kiang-sin, du Honan, dans la ville de Wu-han (un des principaux centres de la révolution culturelle) et dans la ville de Harbin en Mandchourie (200 personnes furent tuées à Kiangsi, d'après une affiche murale citée dans le Guardian du 25 juin 1974), furent presque immédiatement suivis par un sévère éditorial du Quotidien du Peuple du 1er juillet, rappelant à toutes les personnes concernées que les critiques devaient se limiter au cadre des réunions organisées par les comités du parti et devraient rester sous le contrôle du parti. Il rappelait également aux ouvriers de ne pas gêner la production par cette critique. Des rappels à l'ordre de ce type étaient apparus au cours de la révolution culturelle après des années de mobilisations de masse. Ils apparaissent maintenant à peine 6 mois après le début de la campagne anti-Lin, anti-Confucius, et à peine deux semaines après le commencement de la campagne de datzibao.

Tout cela indique que les marges de manoeuvre de la fraction de Mao se sont considérablement réduites. Mais les nécessités contradictoires auxquelles Mao est confronté restent les mêmes que celles indiquées par le camarade W. F. H et se reflètent dans les accents différents mis sur la "ligne générale" du PCC au cours des dernières semaines et mois. Il reste à voir si ces tournants reflètent également de nouvelles scissions profondes au sein de la direction du PCC. A côté des bureaucrates provinciaux, au moins un membre du Bureau Politique, Hua Kuo-feng, a jusqu'ici été soumis aux attaques publiques (mais le datzibao l'attaquant a presque aussitôt été retiré.) Et dans les cercles des PC de l'Europe de l'Est, la version selon laquelle on trouve derrière la campagne anti-Lin, anti-Confucius une lutte pour le pouvoir entre le groupe de Pékin et le groupe de Shanghai au sein de la direction reste généralement acceptée.

# GIEREK FACE AUX TRAVAILLEURS

Dans les grands ports de la mer baltique où avait éclaté l'insurrection ouvrière de décembre 1970, plusieurs milliers de dockers et de travailleurs des chantiers navals ont entamé, fin août, des mouvements de grève pour protester contre l'application d'un nouveau système de salaires. Après une semaine de débrayages et de ralentissement des cadences de travail, les dirigeants polonais ont suspendu provisoirement des mesures qui remettaient en cause les avantages salariaux acquis en augmentant les normes de travail et en attendant la rémunération au rendement.

Pour éviter un nouvel affrontement ouvert avec la classe ouvrière, la nouvelle équipe Gierek tente depuis 1971 de développer une politique économique qui sacrifie moins que par le passé l'amélioration du niveau de vie. Sans pouvoir éliminer aucun des facteurs essentiels de la précarité de son pouvoir, elle cherche, par de prudents aménagements du système de gestion et de planification à redonner un second souffle à l'économie polonaise alors que persiste la pression sociale, comme en témoigne, après d'autres, la grève d'août. La nature exacte de ces solutions d'adaptation apparaît plus nettement si on les rapproche des revendications exprimées en décembre 1970 et qui demeure plus que jamais d'actualité.

## Gierek et les revendications ouvrières de 1970

Au lendemain de la révolte ouvrière de 1970, la nouvelle équipe gouvernementale s'est efforcée, dans un premier temps, de désamorcer au plus vite le mouvement de combativité. La mesure d'augmentation de 30% des prix des denrées alimentaires a été levée, les responsabilités de la crise ont été rejetées sur l'individualisme autocratique de Gomulka, et les sanctions contre les dirigeants de la grève ont été habilement différées (le président du comité de grève était délégué au congrès de 1972, avant de perdre son emploi pour "ivrognerie" et d'être contraint à l'exil.)

La première des revendications fondamentales des travailleurs polonais lors de la grève de 1970 concernait l'augmentation des salaires et l'amélioration du niveau de vie. De fait, parallèlement à un redémarrage de la production industrielle (+ 9,4% en 1971/72; + 12% en 1973) les salaires réels ont augmenté de 24% en trois ans (ainsi que certaines prestations sociales), c'est-à-dire à un rythme supérieur à celui de 18% prévu pour l'ensemble du plan quinquennal. Mais le bas niveau des salaires en 1970 et la comparaison avec d'autres chiffres officiels (qu'il s'agit, du reste, de traiter avec circonspection) fournis au 14ème plenum du C. C. de 1974, qui signalent une augmentation de la productivité de 10,2% pour 1973 pour un accroissement des rémunérations de 5,7%, limitent la signification de cette progression.

Le blocage des prix des denrées alimentaires, reconduit d'année en année après les grèves de Lodz en 71 et de Rybnik en 1972, s'est accompagné d'une augmentation partielle des prix en 1973 (alcool, essence, res-

tauration, etc.), d'augmentations cachées par substitution sous prétexte d'amélioration de la qualité et qui ne sauraient faire oublier la cherté des biens d'usage (machines à laver, réfrigérateurs, radios, etc.) De plus si l'augmentation officielle des prix est de 2% par an, la consommation alimentaire, qui mobilise encore 50% du budget des ménages ouvriers, n'est satisfaite que grâce à l'approvisionnement sur le marché privé à "prix libres", à cause de la pénurie dans les circuits commerciaux étatiques -- en viande, produits laitiers et fruits, notamment. La carence persistante des logements est un autre indice caractéristique de la situation matérielle et culturelle difficile de la majorité de la population.

Consciente de ces problèmes, la bureaucratie polonaise s'avère soucieuse de hâter l'amélioration du niveau de vie, soupape de sécurité qui avait fait défaut au régime à la fin de la période gomulkiste. Elle cherche à soumettre cette amélioration à l'accroissement de la productivité du travail, nécessaire à l'essor de l'économie. D'où, avec l'introduction d'innovations technologiques, l'extension du salaire au rendement. La consommation individuelle est favorisée au détriment de la consommation sociale, moins adaptée à l'optique de la stimulation matérielle directe. Cette politique salariale d'"émulation socialiste" s'accompagne d'une propagande en faveur d'un idéal de consommation qui oriente les aspirations vers l'acquisition de biens durables comme symboles de "bon travail". Une éducation idéologique "new look" vise à faire accepter les inégalités sociales qui en découlent et justifie la hiérarchie des besoins selon les différentes couches sociales par la diversité des compétences et des contributions à la croissance du revenu national (ce que le langage bureaucratique appelle utilité sociale du travail.)

## «Pour des syndicats représentatifs et indépendants»

La bureaucratie mise sur l'effet d'atomisation de ces mesures dans la classe ouvrière et sur le développement des antagonismes avec les autres couches sociales. Aucun changement n'est intervenu depuis 1970 dans la fonction dérisoire des syndicats et des "conseils d'autogestion ouvrière". Alors que le comité de grève en 1970 revendiquait l'existence d'organes ouvriers représentatifs et autonomes, les syndicats, avec des directions remaniées (personnalités adaptées au nouveau style Gierek et moins discréditées) privilégient le contrôle de la productivité et de la discipline du travail. Quant aux "conseils ouvriers", si le nouveau code du travail mentionne évasivement leurs "droits concrets" leur rôle se ramène, en fait, au contrôle de la sécurité et de la salubrité dans les entreprises.

Par contre, pour affermir son assise sociale, la bureaucratie cherche à attirer les couches technocratiques et l'intelligentsia en rémunérant de façon conséquente la gestion plus rationnelle des cadres et dirigeants d'entreprises et l'amélioration des résultats économiques (primes, priorité au logement, possibi-

lités de voyages à l'étranger). Soucieuse de diviser pour régner, la caste bureaucratique bafoue les principes égalitaires énoncées par les ouvriers des chantiers navals qui réclamaient, en 1970, la parité des salaires des cadres et du personnel de l'appareil du Parti et de l'Etat avec ceux des travailleurs de l'industrie.

## « Pour une information honnête »

Cette autre revendication de 1970, la bureaucratie l'interprète à sa manière. L'euphorie est de commandement dans la presse qui ne retient, en les gonflant, que les aspects positifs des changements intervenus. Très prolifique sur les succès de la construction navale ou la réussite en football, elle fait le black out sur les mouvements de grève ou manifeste son embarras quand les faits transpirent, en imputant les "difficultés passagères" comme écrit Trybuna Ludu après la grève d'août... au mauvais temps. La suppression de la censure centrale condamne les journalistes et les éditeurs à une auto-censure encore plus efficace. Le seul changement notable sous Gierek, c'est que les travailleurs en grève ne sont plus des "houligans", bien que sévissent l'"absentéisme", les "manquements à la discipline du travail" (ou l'"ivrognerie") ! L'information véritable, une authentique liberté d'expression sont bannies : on ne saurait tolérer la propagande hostile sous couvert de libre circulation des idées, affirmait Gierek au plenum du Comité Central sur la jeunesse de 1973. Des écrivains, un mouvement politique, insensibles aux charmes du réalisme bureaucratique en ont actuellement les frais.

## « Le droit de lutter pour nos justes revendications »

En 1970 le comité de grève des chantiers navals dénonçait l'intervention sanglante de l'armée et de la milice

et exigeait à l'avenir le droit pour les travailleurs polonais de lutter pour leurs revendications. Au droit de grève reconnu par la Constitution, la bureaucratie oppose sa conception de la "discipline socialiste du travail". La dernière en date des mesures de dissuasion (loi de juin 73) prévoit la suppression des primes, c'est-à-dire une diminution importante des salaires, en cas de participation à un "arrêt de travail injustifié" !

S'attaquant directement au pouvoir central de la bureaucratie, les grèves ouvrières n'ont jamais un caractère purement "économique". Celle d'août 1974 dans les chantiers navals, où les travailleurs ont un salaire supérieur à la moyenne polonaise, témoigne du haut niveau de combativité atteint. L'opposition à la nouvelle politique salariale d'incitation au rendement, appliquée sans réaction des syndicats et des "conseils ouvriers", est significative du septicisme de la classe ouvrière face aux ambiguïtés et au pragmatisme éclairé de l'équipe Gierek. Cette grève vient peu de temps après les mouvements dans les chemins de fer de Silésie et dans la jeunesse étudiante (à la suite de la reprise en main des organisations de jeunesse) dans une conjoncture d'augmentation du niveau de vie et de développement économique. Les concessions économiques que la bureaucratie a accordées aux étudiants (augmentation significative des bourses d'études) et à une partie de l'intelligentsia manifestent sa crainte d'une fusion des mécontentements. Celle-ci, après les luttes isolées de la jeunesse et de l'intelligentsia en 1968, de la classe ouvrière ces quatre dernières années, pourrait décupler l'ampleur de l'opposition anti-bureaucratique.

Olaf KLARNAT

## BOLIVIE

# DECLARATION DES MINEURS BOLIVIENS

PLATEFORME POLITIQUE DES MINEURS BOLIVIENS  
APPROUVEE PAR LE XVIIIème PLENUM NATIONAL  
(16 août 1974)

Les travailleurs des mines de Bolivie ont le devoir absolu de préciser leur position politique de classe face aux derniers événements politiques et à la série de menaces qui pèsent sur leur avenir, et, en même temps, ils doivent s'adresser à leurs frères de classe et en général à tous les exploités du pays.

1. - Les déclarations du général Banzer, se proclamant comme le gouvernement le plus fort des dernières décades de notre histoire sont tombées en miettes face à la réalité des faits. En un peu moins de trois ans, la dictature s'est décomposée de façon évidente, rongée par sa crise interne et sous la pression de la résistance révolutionnaire du prolétariat et du peuple boliviens. Ses efforts répétés pour se mainte-

nir au pouvoir n'ont pas atteint pleinement leurs objectifs parce que la classe ouvrière et le peuple ne se sont pas laissés trompés et ont, au contraire, repoussé fortement toutes ces manœuvres. C'est ce qui est arrivé, par exemple, lors de la campagne pour que la Bolivie retrouve un accès à la mer, campagne lancée pour freiner les masses avec le drapeau du chauvinisme, ce qui, en dernière analyse, serait apparu comme un appui populaire au régime. Nous savons le sort qu'a rencontré cette campagne : la classe ouvrière répondit en opposant sa propre position de classe qui n'est autre que la lutte révolutionnaire pour un accès maritime du pays dans le cadre de l'entente des peuples en fonction de leur orientation révolutionnaire. D'autre part, la preuve la plus claire de la profonde crise que traverse le gouvernement fut le dernier coup d'Etat du 5 juin. Ainsi, l'unité tant proclamée de l'armée, unique appui du régime, a été totalement démentie. Tandis que la crise et la décomposition rongent les posi-

tions du gouvernement et de l'impérialisme, la classe ouvrière et le peuple ont fait progresser leur lutte révolutionnaire, pas à pas, bataille après bataille, reconquérant leurs droits balayés par le coup d'Etat sanglant d'août 1971; ils ont renforcé leur unité et leur organisation à travers leurs propres objectifs immédiats et historiques, opposant une résistance tenace aux mesures anti-populaires de famine et de misère. De nouveaux et importants secteurs se sont intégrés à la résistance anti-fasciste et anti-impérialiste menée par le prolétariat. C'est le cas des paysans et, plus récemment des étudiants universitaires, de membres des professions libérales et d'autres secteurs populaires. En résumé, nous affirmons que, alors que le camp gouvernemental connaît crise et décomposition, nos positions se renforcent dans le camp populaire autour de la lutte pour la structuration d'un front unique anti-impérialiste visant à donner au pays un gouvernement populaire, qui représente les intérêts de la majorité de notre peuple, et dirigé par la classe ouvrière.

2.- La dernière crise qu'a traversé le régime dictatorial actuel a été surmontée, pour le moment, par la mise en place d'un gouvernement essentiellement militaire, afin de montrer qu'il existe de nouveau l'unité au sein des militaires, ce qui est loin d'être la réalité. Au contraire, la formation du cabinet militaire ne représente pas une solution de la crise, car chacun sait que les tentatives putschistes restent à l'ordre du jour entre les différentes tendances nationalistes; ceci ne doit pas nous tromper, nous autres travailleurs, car les exploités ont une position claire face aux coups d'Etat, qu'ils soient civils ou militaires: ils doivent toujours maintenir leur indépendance de classe qui s'exprime dans tous leurs documents fondamentaux et dont le véritable contenu démocratique et révolutionnaire n'exclue aucune force civile ou militaire qui s'identifie avec les postulats immédiats et historiques de la classe ouvrière.

3. - Les fameuses formules d'"institutionnalisation" et de "constitutionalisation" prennent un sens clair pour les travailleurs des mines, parce qu'elles ont été définies par leurs propres auteurs de telle sorte qu'il n'est pas besoin d'être devin pour voir le but qu'elles recherchent. L'"institutionnalisation", selon ce que l'on dit, est l'étape pour laquelle le gouvernement s'est donné comme objectif de "remettre de l'ordre dans le pays" en créant la soi-disant "paix sociale", etc. En réalité elle ne peut pas être autre chose que la tentative d'imposer aux masses exploitées, par n'importe quel moyen, la volonté du régime, c'est-à-dire d'exercer un contrôle très strict sur les travailleurs et leurs organisations, pour, sur cette base, et seulement une fois cette étape réalisée, passer à la "constitutionalisation" qui ne sera rien d'autre que la légalisation de l'étape précédente -- à savoir la légalisation du régime de répression, de famine et d'exploitation, à travers un appareil réorganisé, auquel beaucoup donnent le nom de "nouvel Etat". Pour atteindre cet objectif, on a créé un Conseil National des Réformes Structurelles ( Consejo Nacional de Reformas Estructurales), formé des représentants de l'oligarchie et de la caste militaire, qui ne feront rien d'autre que de suivre les directives de cette dernière. L'idée de réaliser une constitutionalisation dans des conditions de dure répression des masses, d'interdiction des partis de gauche et d'exil des dirigeants politiques et syndicaux, de nombreux emprisonnements politiques -- parmi lesquels des dirigeants ouvriers et syndicaux connus -- correspond à une stratégie visant à escamoter la véritable démocratisation du pays et à mettre en place un système électoral qui permette la continuité du système contre-révolutionnaire inauguré en août 71.

Dans ces conditions le devoir de la classe ouvrière est de conquérir et de défendre l'application des libertés qui s'exprime dans le respect des droits démocratiques de tous les citoyens, la libre organisation syndicale, le respect des libertés syndicales, la possibilité d'expression des partis politiques révolutionnaires et la prononciation d'une amnistie générale et sans restriction.

Face à cette situation, les travailleurs doivent renforcer leurs propres méthodes de lutte, car la conquête de leurs droits ne sera possible que par leurs efforts et leurs sacrifices dans la lutte.

4. - Quand le gouvernement fait savoir qu'il est disposé à autoriser le fonctionnement de la Centrale Ouvrière Bolivienne ( COB - Central Obrera Boliviana) il le fait en essayant de canaliser les organisations ouvrières dans sa prétendue institutionnalisation, c'est-à-dire les domestiquer et les soumettre à ses desseins, comme simples appendices de son orientation politique. Les déclarations faites à ce sujet sont claires et tranchantes de la part du gouvernement, quand il explique qu'il désire réorganiser la COB en utilisant des éléments étrangers à la classe ouvrière. Il s'agit, sans aucun doute, de remplacer la véritable Centrale Ouvrière Bolivienne par une institution totalement différente et truquée. Face à une telle absurdité, tous les travailleurs des mines du pays ont le devoir de lutter pour imposer le fonctionnement de la Centrale Ouvrière Bolivienne à partir de la base, réglementée par ses principes révolutionnaires de classe traditionnels, car c'est sur cette base qu'a été construite notre principale organisation dans le long et difficile processus de luttes que nous avons menées contre les ennemis des travailleurs.

5. - Le coup d'Etat d'août 1971 a déchargé toute sa barbarie contre les étudiants et les universitaires, non seulement parce qu'il s'affronta physiquement à eux, mais parce qu'il dut démanteler les principes tranchés de résistance dans les villes.

Quand, après près de trois années d'humiliation et de silence, les universitaires du pays sont rentrés activement dans la lutte pour leurs droits piétinés, cela prouve sans aucun doute le degré de mécontentement et de résistance qui existe dans des secteurs populaires contre la politique pro-impérialiste. L'incorporation des universitaires à la lutte que mènent les travailleurs a une très grande importance révolutionnaire; c'est pourquoi, en ratifiant l'unité des mineurs et des universitaires, nous devons appuyer les revendications de nos camarades universitaires en ré pétant que leur lutte ne pourra pas progresser et obtenir des succès significatifs si elle n'est pas liée à la cause du prolétariat, c'est-à-dire qu'elle ne pourra pas atteindre ses objectifs en dehors du cadre de la position anti-impérialiste des travailleurs et du peuple.

Après de nombreuses années de soumission politique, les travailleurs de la campagne se sont ouverts au réveil politique national en se joignant à la lutte générale du peuple bolivien, à partir des tristes événements de la vallée de Cochabamba qui ont montré clairement que les paysans constituent un secteur qui souffre intensément des conséquences des mesures économiques qui s'abattent sur le peuple. Ce processus qui s'entame ne peut prendre fin que par le renversement de la tutelle gouvernementale qui les opprime actuellement, tâche pour laquelle les travailleurs des mines expriment leur solidarité avec ce secteur important, allié naturel de la classe ouvrière.

6. - Il découle de tout ce que nous avons dit plus haut que le problème actuel auquel le prolétariat minier et le reste des exploités sont confrontés se situe essentiellement dans le domaine de la lutte politique. Ne pas comprendre ainsi la situation actuelle serait une véritable irresponsabilité historique qui reposerait fondamentalement sur nos actuelles directions syndi-

cales et révolutionnaires. C'est pourquoi il est important d'orienter l'activité de la Fédération des Mineurs vers le renforcement et l'amplification de l'unité de tous les travailleurs et exploités du pays, en commençant une lutte effective pour le fonctionnement de la Centrale Ouvrière Bolivienne comme direction unique du mouvement ouvrier.

## CHILI

# interview d'un marxiste révolutionnaire

Nous publions ci-dessous une interview d'un camarade chilien de la IVème Internationale arrêté deux semaines après le coup d'Etat militaire et qui a réussi à sortir du Chili après 11 mois d'emprisonnement. Dans cette interview, il aborde essentiellement deux questions; tout d'abord les rapports entre les mobilisations ouvrières et les partis de l'Unité Populaire et, ensuite, le type de préparation face à un éventuel coup d'Etat que chacun prévoyait après le tancazo du 29 juin 1973.



**QUESTION.** - Peux-tu nous parler concrètement des rapports entre les partis de l'Unité Populaire et les mobilisations ouvrières au cours des trois années du gouvernement d'Allende ?

**REPONSE.** - Au cours de la première période de l'UP on permit certaines initiatives de la part des travailleurs, tant industriels qu'agricoles, qui commencent, à des rythmes différents, des expériences d'administration et de contrôle ouvrier. L'équipe dirigeante de l'Unité Populaire n'avait toutefois pas une vision claire de ce qu'était l'Etat et des rapports de force. Le contrôle des appareils de partis et des syndicats ne pouvait pas se manifester plus nettement. Durant cette première année on essaya, dans tous les secteurs, de faire des expériences nouvelles. Etant donné la paralysie du pays il fallut prendre des mesures d'urgence. Ce fut une période d'initiatives au cours de laquelle on laissa faire les travailleurs. La poussée des travailleurs était si forte que la bureaucratie syndicale et politique ne put pas ou ne voulut pas la contrôler, on ne voyait pas comment le faire.

Mais, dès la seconde année, l'appareil d'Etat, pénétré par l'Unité Populaire, et la bureaucratie des partis commencèrent à faire sentir leur domination. Le P.S., par exemple, s'était transformé en une véritable agence d'emploi. La soi-disant "Commission des Charges" du Comité Central du P.S. remettait des documents et les chefs de service étaient obligés d'employer les personnes recommandées. Ceci s'étendit à tous les secteurs de l'industrie, du bâtiment, etc. Plus tard, lors de la répartition des secteurs de l'économie, les partis politiques se distribuèrent les responsabilités. Au cours de la seconde année une couche bureaucratique s'imposa violemment contre les initiatives des masses. Dans le secteur textile, par exemple, les chefs qui avaient initialement pris en charge ce secteur furent déplacés. Ils furent remplacés par un Comité du Textile composé de représentants des partis de l'UP. Ils paralyseront ainsi

peu à peu le secteur textile. Dans le secteur de la construction le même processus se développa. On remplaça les responsables par des partisans inconditionnels du PS et cela amena également une paralysie du secteur du bâtiment. Egalement du point de vue de la construction.

Dans le secteur textile, les avantages remis aux travailleurs -- en mètres de toiles remis chaque semaine à chaque ouvrier -- détournait l'attention de ceux-ci, qui, ainsi, ne cherchaient pas à obtenir d'autres avantages. Le PC et le PS se limitèrent fondamentalement à présenter des revendications similaires à celles de la période antérieure (très élevées, pour obtenir, en fin de compte, ce qu'on voulait atteindre), à présenter des cahiers de revendications à leur propre gouvernement. Les dirigeants des partis de l'UP incitaient les ouvriers à élever leurs revendications de façon démesurée, mais, cependant, un secteur de l'industrie du bâtiment, les chantiers Nueva Habana et Puente Alto, réagit contre cela, comprenant la folie des dirigeants syndicaux et l'arriérisme relatifs des ouvriers, et développa une opposition de gauche parmi les travailleurs de la construction pour éviter qu'ils se tournent de nouveau uniquement vers les problèmes purement économiques et abandonnent les problèmes politiques qui étaient les plus importants. La majorité des travailleurs fut détournée vers les revendications économiques et non vers le problème que tout le monde voyait, à savoir l'accentuation permanente des contradictions fondamentales. Cette couche de bureaucrates, envoyés dans tous les secteurs de l'économie, agissaient en imposant leurs instructions; ainsi la participation des travailleurs dans le fameux Statut de Participation était pratiquement une forme de compromis des travailleurs avec l'administration, qui s'imposait par le haut et qui était, en général, une mauvaise administration. Mais les travailleurs commençaient à remplacer cette administration par leur contrôle, ils avaient appris et compris qu'ils pouvaient diriger eux-mêmes les industries et résoudre les problèmes. Dans certains secteurs, il existait une volonté assez nette d'en finir avec les bureaucrates politiques et syndicaux. Dans le secteur agricole ce phénomène se développa plus lentement, les paysans et travailleurs agricoles souffraient de l'intervention des assesseurs et coordinateurs, mais pas au même rythme que le secteur du bâtiment, par exemple, où, dès la seconde année de l'UP, la paralysie des chantiers était quasi générale. Dans les derniers mois, le manque à gagner se montait à 70%, et le nombre d'ouvriers qui n'avaient rien à faire, en dehors de recevoir leur salaire, était très élevé,

De plus, quand ces mêmes bureaucrates qui avaient

paralysé les industries appelèrent à défendre le gouvernement ( lors des accusations constitutionnelles lancées contre les ministres, par exemple), les travailleurs se mobilisèrent chaque fois moins, parce qu'ils ne voyaient pas pourquoi défendre ces bureaucrates qu'ils avaient vu s'élever d'un niveau économique très bas et, en quelques mois, utiliser de bonnes voitures, acheter des maisons dans les "beaux quartiers" et s'adonner ostensiblement à la "dolce vita". Tels étaient les représentants des partis de l'UP; tous n'étaient pas semblables, certains travaillaient honnêtement, se liaient avec les ouvriers, mais ils étaient très peu et, dans la réalité, les travailleurs et les ouvriers voyaient croître une couche bureaucratique qui les paralysait.

Le phénomène de bureaucratisation et de dégénérescence se produisit dans le secteur de la production et de l'administration publique. Etant donné les réglementations légales (lois sur l'inamovibilité des fonctionnaires, approuvée durant le gouvernement Frei) l'UP ne pouvait pas placer plus de 2% de fonctionnaires sans démonter tout l'appareil. Elle imposera seulement les fonctionnaires les plus proches du président, éléments qui s'intégrèrent à l'appareil bureaucratique antérieur, qui était déjà assez engorgé, et créèrent de nouvelles entraves.

Au cours de la seconde année de l'UP, la bureaucratie qui était déjà importante numériquement augmenta encore plus. Rien ne pouvait être fait sans consultation préalable des commissions politiques des différents partis; un directeur d'une quelconque institution publique ne pouvait rien résoudre sans appeler auparavant Morandé ( la rue où se trouvait le Palais présidentiel de la Moneda) ou San Martin ou Teatinos ( où se trouvaient les sièges des comités centraux des partis communiste et socialiste respectivement). Au cours de la première période on permettait de violer les règlements de l'appareil précédent, mais, par la suite, les nouveaux bureaucrates réglementèrent tout et paralysèrent ainsi pratiquement tout le secteur social. Les rapports entre les ouvriers, les pobladores et le gouvernement devinrent plus difficiles, le Ministère du Travail fut occupé à plusieurs reprises par les travailleurs, pour faire aboutir leurs démarches, ce qui n'était jamais arrivé au cours de la première année. Il y eut un changement brusque dans les rapports entre l'Etat, les partis et les travailleurs. Il se produisit une phase de décomposition qui était trop visible pour les travailleurs, dans tous les secteurs, et qui entraîna la démobilisation. Le nombre de fois où les travailleurs furent appelés à descendre au centre de la ville en pèlerinage, comme on disait, en pèlerinage devant "San Chicho" ( Allende), et une fois là crier "Vive le Chicho" et se voir obligés à retourner chez eux entraîna une certaine usure.

Q. - Après le tancazo manqué du 29 juin, tout le monde parlait de l'éventualité d'un coup d'Etat, mais que firent concrètement les partis de l'UP et des autres formations pour préparer les masses à riposter à une telle éventualité ?

R. - Après le tancazo de fin juin 1973, il était clair pour tout le monde que le coup d'Etat approchait, et le problème était de s'y préparer. Mais, au cours de cette période de produisit une séparation encore plus grande entre les partis et la base. On discutait au sommet, entre le gouvernement et la démocratie chrétienne pour essayer de trouver une solution. On discutait également avec les généraux, dans cette période au moins. Ce que d'ailleurs le MIR fit également. Les travailleurs étaient conscients de la nécessité de faire quelque chose; ils créèrent donc des comités de vigilance dans les usines, sur les chan-

tiers, mais, à cause de la loi sur le contrôle des armes, ils ne pouvaient qu'essayer de s'organiser et ils réussirent, par exemple, à repousser quelques assauts du Commando Rolando Matus qui agissait en toute impunité. Les dirigeants syndicaux et des partis répétaient sans cesse aux travailleurs qu'il n'y avait pas de raison de se préoccuper, que les "généraux dorment, que les militaires sont démocrates, qu'il est certain qu'il y a des secteurs fascisants, mais qu'ils sont contrôlés, et que le parti organisera, le moment venu, la défense."

Dans tous les cas cette période fut assez agitée du point de vue des travailleurs. Les cordons industriels stimuleront une certaine mobilisation; pas très large car ils étaient déjà chapeautés par une couche bureaucratique de la CUT ( Central Unica de los Trabajadores - Confédération Unique des Travailleurs) et des partis. Ils avaient été légalisés et intégrés comme des éléments accessoires à la CUT. Cependant les cordons ne représentaient qu'une tentative.

Q. - Quand le coup d'Etat a éclaté le 11 septembre, comment ont réagi les travailleurs et les différentes organisations politiques ? On a écrit beaucoup de choses, souvent contradictoires, sur la résistance au coup, peux tu nous donner des éléments concrets sur la réalité et la force de cette résistance ?

R. - D'après les informations données par ceux qui y ont participé, la résistance s'est produite principalement dans les cordons ( Cerrillos et Vicuna Mackenna en particulier) et dans la zone agricole de la périphérie de Santiago. Les ouvriers organisèrent la résistance là où ils le pouvaient; ainsi dans le Cordon Cerrillos, ils bloquèrent les rues, distribuèrent des armes et affrontèrent les militaires. Mais ils agirent seuls, sans aucune directive, sans coordination. Dans leur majorité, il s'agissait de travailleurs jeunes, de tous les partis et sans parti, et pas seulement des militants du MIR et des organisations révolutionnaires. Au centre de la ville la résistance se développa exclusivement au Ministère des Travaux Publics, les sièges des partis furent détruits tôt dans la matinée.

Les travailleurs n'abandonnèrent pas leurs lieux de travail, malgré l'ordre de "retraite stratégique" qui arriva le soir du 11, et beaucoup ne pouvaient pas y croire et attendirent deux ou trois jours que leurs dirigeants les appellent à l'action. Ensuite, les militaires entrèrent dans les usines et transférèrent ceux qui s'y trouvaient dans les camps de concentration; et là où les travailleurs résistèrent ils furent massacrés. Parmi les détenus du Stade National, près de 90% étaient des ouvriers jeunes de moins de trente ans. La seule question qu'on entendait quand de nouveaux groupes de prisonniers arrivaient était : "De quelle usine venez-vous ?"

En ce qui concerne la participation du MIR à la résistance, on peut dire que ces militants participèrent dans le secteur textile et dans le Cordon Cerrillos, mais plus par initiative individuelle que selon une direction centralisée. Apparemment aucun système de liaison n'avait subsisté. D'après les informations des propres militants du MIR prisonniers, on peut dire qu'il n'y eut aucune planification, ni de défense ni de contre-offensive. Ce furent les militants de base qui agirent, la direction du MIR n'apparut nulle part et il n'y eut pas d'action concertée. Dans la zone agricole autour de Santiago, les militants du MIR participèrent également, mais de la même façon qu'en ville.

A Santiago, les campements et les poblaciones que l'on disait contrôlés par le MIR ne réagirent pas non plus.

Le phénomène ne fut pas partiel, il se produisit dans tous les secteurs; il ne toucha pas certains partis, il fut général. Il existait partout un certain fatalisme, ce fut pratiquement une reddition.

La ville de Santiago, ce qu'on appelle le Grand Santiago, a une population d'environ 3 millions d'habitants; dans le seul secteur de la construction il y avait 40.000 ouvriers, cependant, un contingent de pas plus de 20.000 soldats fut capable de prendre contrôle de la ville en quelques heures.

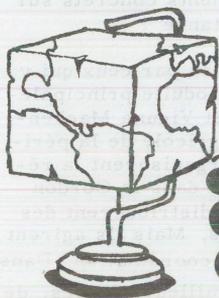
Les travailleurs se trouvaient dans leurs lieux de travail ou s'y rendaient quand ils apprirent la nouvelle du soulèvement militaire de Valparaiso. Ils étaient tous prêts à répondre à l'appel de leurs dirigeants syndicaux et politiques, mais cet attente resta vaine.

Les conditions pour résister au coup d'Etat existaient; tout d'abord les travailleurs avaient la volonté de se défendre, comme ils le montrèrent, de fait, de leur propre initiative dans les rares endroits où ils avaient les moyens d'affronter les militaires. Jusqu'à une heure avancée de la matinée du 11, on pouvait également disposer de moyens de communication, preuve en est que Allende lui-même s'adressa au moins deux fois au pays à la radio. Mais pas pour donner les directives que les ouvriers et les paysans attendaient, mais au contraire pour les appeler au calme et leur demander de ne lancer aucune action qui pourrait amener le massacre, massacre qui ne fut pas évité en fin de compte. Aucun dirigeant de

l'UP et des autres mouvements n'utilisa les moyens de communication pour appeler les travailleurs à lutter. Les appareils armés des partis et des mouvements ne donnèrent pas non plus aux travailleurs les armes dont ils disposaient, si ce n'est dans de très rares endroits.

Il faut rechercher l'incapacité de cette direction à accomplir sa tâche dans la vieille tradition réformatrice, tradition de dizaines d'années de défiance enracinée envers la classe ouvrière, de méfiance envers l'initiative des travailleurs de la part de ces dirigeants qui ont, pendant longtemps, administré le prolétariat dans leurs propres intérêts. Face à un coup d'Etat que tout le monde prévoyait à brève échéance, ils ont paralysé les initiatives de la classe ouvrière, ils l'ont appelé à "faire confiance à l'armée professionnelle" qui respecterait "la constitution et les lois", et refusèrent à plusieurs reprises, de remettre aux travailleurs les armes qu'ils demandaient, et cherchèrent obstinément à réaliser des alliances de classe avec la démocratie-chrétienne.

Mais les travailleurs et les paysans chiliens les ont vu agir, et pas seulement le 11 septembre, mais au cours des trois années de gouvernement de l'Unité Populaire. Et parmi les "prisonniers de guerre", la Déclaration de Rom" signée par les partis de l'Unité Populaire en exil, a été très mal accueillie: " Ils répètent toujours la même chose, mais ils ne disent pas un mot pour expliquer que ce n'est pas le socialisme qui est mort au Chili."



## aux quatre coins

La réunion du dernier Conseil National du PSU a abouti à un changement de direction de ce parti. Le débat portait exclusivement sur la possibilité de fusionner avec le nouveau Parti Socialiste dirigé par F. Mitterrand à l'issue des Assises pour le Socialisme convoquées par le P.S. les 12 et 13 octobre. En effet, le PS, sur sa lancée électorale des présidentielles s'efforce de regrouper dans ses rangs une fraction du syndicat ouvrier CFDT (Confédération Française Démocratique du Travail) et du PSU. Depuis plusieurs mois l'ancienne direction du PSU travaillait déjà dans le dos de son parti avec la direction du PS et notamment la tendance Mauroy, majoritaire.

Au cours du Conseil National trois tendances se sont affrontées. L'ancienne majorité, dirigée par Rocard et Chapuis, qui accepte l'entrée dans le PS et qui n'a recueilli que 35% des mandats, la tendance de gauche, animée par les fédérations de Paris (Mousel) et de Besançon (Piaget), qui refuse cette intégration sur la base d'une perspective socialiste auto-gestionnaire qui passe par la destruction des institutions bourgeoises. Leur orientation est assez confuse sur plusieurs points, notamment sur le rôle et la nature du parti révolutionnaire à construire. Cette tendance de gauche, de plus en plus influencée par d'anciens militants communistes oppositionnelles rattachés au PSU, a recueilli 40% des mandats, ce qui représente un progrès de près de 10% par rapport aux voix qu'elle avait totalisées lors de la bataille menée autour de la candidature de Piaget aux présidentielles.

Enfin, un troisième courant est apparu, beaucoup plus

FRANCE

## psu divisé

hétérogène politiquement qui, plus proche de la problématique du programme commun, s'oppose à l'adhésion au PS en jouant essentiellement sur le "patriotisme de parti" et la répulsion contre un parti socialiste, qui existe encore notamment dans les milieux chrétiens radicalisés très puissants dans le PSU.

Ce renversement de majorité dans le PSU est l'indice de la méfiance grandissante d'une couche importante de travailleurs radicalisés, un moment tentés par le nouveau PS après la percée électorale de Mitterrand. Cette même réticence apparaît également de plus en plus à la base de la CFDT et il est clair que la position du PSU refroidira l'ardeur de ceux qui s'apprétaient à rejoindre le PS en se donnant comme garantie la présence du PSU dans l'opération. Cependant, l'élargissement du PS ne sera pas mis fondamentalement en cause par la position du PSU. Mitterrand lui-même ne souhaitait avaler que Rocard et la droite du PSU et ne tenait pas à voir entrer dans son parti les "gauchistes!". Dans ce domaine on peut s'attendre à voir Rocard et toute l'ancienne direction du PSU passer au PS avec 2 à 3000 militants.

Mais c'est maintenant que les vrais problèmes vont se poser au PSU, organisation qui restera avec environ 5000 adhérents, qui ne sera plus "reconnue" par le PC et le PS et aura du mal à jouer le rôle traditionnel de courtier entre l'extrême-gauche révolutionnaire et les partis réformistes. La clarification politique et l'unité d'action avec les révolutionnaires, notamment le FCR -- Front Communiste Révolutionnaire, l'organisation trotskyste française -- vont être les deux problèmes clés que le PSU aura à débattre.